LEMOUS BERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

« Y'aura pas de journal. »

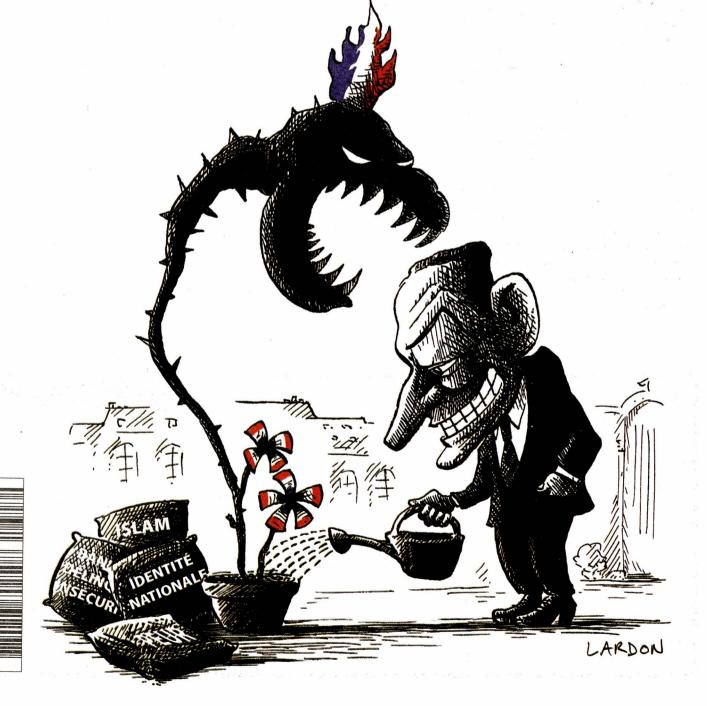
1627 1627

ISSN 0026-9433

Georges Brassens

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

L'UMP engrais du Front mational



Sommaire

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse:

monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention «Article» doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libres de droit). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

Santé en péril, par P. Schindler, page 3

Météo syndicale, par L. Barbesois, page 5

L'Autruche, par F. Ladrisse, page 5

Des brèves, un strip, page 6

Admission post-bac, Collectif du 31BB, page 7

Sondages et élections, par R. Constant, page 8

Arguments

Alternatives en actes et syndicalisme, par G. Goutte, page 10

International

Regards sur les États-Unis, chapitre III, par C. Reeve, page 11

Nouvelle répression à Oaxaca, par Vocal, page 13

Anarchistes de Barnaoul, par FA, page 13

Expression

Réflexions pénitentiaires, par L'Envolée, page 14

Cinéma

Festival de Berlin, par H. Hurst, page 17

Photographie

Marc Trivier, par Xavier-Gilles, page 19

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, page 21

Hommage à Stéphane Rigo, par Cira, page 21

La plus énervée des radios, page 22

L'agenda vous appelle, camarades, page 23

Tarifs	France et étrar	iger	
(hors-série inclus)			
3 mois, 12 nos	25 €		
6 mois, 25 nos	50 €		
1 an, 45 nºs	75 €		
(Règlement à l'ordre des Pu	ublications libertaires, à joindre a	ı bulletin)	
Nom		Prénom	
Adresse			 - 10 V
Code postal		Ville	

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos

95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Le gouvernement n'y va plus de main morte avec les syndicalistes. Jeudi 10 mars, 800 policiers (dont des CRS) ont été mobilisé sur terre et mer pour dégager l'accès du port de Marseille, bloqué depuis mardi par les marins grévistes de la SNCM pour protester contre le rachat de leur compagnie par Véolia (rachat qui entraînerait la suppression de quatre navires, soit environ 1000 marins). Pour soutenir ce dispositif policier déjà hallucinant, des commandos du GIPN ont même été mobilisés! On se serait cru en état de siège. Évidemment, les militants cégétistes ne pouvaient pas faire long feu face à pareille force armée et le port a vite été évacué. Malgré l'absence de résistance violente, quinze syndicalistes ont été arrêtés et placés en garde-à-vue, puis finalement libérés dans l'après-midi. Le truc, c'est que la majorité du personnel portuaire (dockers, douanes, etc.), indignée par cette intervention démesurée, s'est foutue en grève pour 24 heures. Du coup, si les bateaux ont pu entrer dans le port et débarquer leurs passagers, les bagages et autres sont restés à bord: pas de grues, pas d'agents, rien pour les sortir de là. De son côté, le tribunal de grande instance de Bastia a décrété qu'une amende de 600 euros par heure serait donnée à chaque marin qui bloquerait à nouveau la «libre circulation des navires». Plus de 800 flics, le GIPN et la menace d'amendes exorbitantes: on est là face à une criminalisation flagrante du syndicalisme de lutte, de celui qui ne s'englue pas dans la cogestion, qui ne baisse pas son froc devant le patronat et l'État mais qui, bien au contraire, n'hésite pas à utiliser le blocage ou le sabotage pour obtenir satisfaction. Une chose est sûre, compagnons marins, continuez le combat! Vous êtes un exemple! Les pouvoirs publics soutiennent quasi militairement la grosse Véolia qui rachète les plus petits qu'elle. La soutiendraient-ils dans ses activités «environnementales»? Et celles de la pesante Areva, dont les spots de pub présentent le nucléaire comme une énergie « écologiquement vertueuse ». D'autant plus que la pire tare de ce mode de production de l'énergie a encore une fois fait parler d'elle: il s'agit bien sûr du risque qui pèse sur la population en cas d'accident nucléaire. Ce risque n'est pas nul et il n'est pas maîtrisé. Pour preuve, au Japon, lors du récent séisme, les murs de la centrale de Fukushima Daiichi se sont effondrés, le réacteur s'est emballé, des vapeurs radioactives ont été émises. Nous vivons dans un monde contrôlé en majeure partie par de grandes compagnies aux intérêts financiers croisés, qui bénéficient de l'appui policier des États et qui laissent planer sur les hommes et l'environnement des dangers incommensurables et irréversibles. Areva s'est même lancée dans le sponsoring de compétitions athlétiques, à l'instar de tant d'autres entreprises qui financent le Spectacle. Tous les ingrédients sont réunis pour que le monde de Rollerball devienne réalité.

Editorial La santé en péril



Augmentation du forfait hospitalier pour palier la suppression de l'ISF

C'est encore par voie de décret très discret que le gouvernement vient de faire passer la franchise hospitalière de 18 à 24 euros. Soit une augmentation de 32 % soit, une économie de 500 millions pour la Sécu, sur le dos des patients. Il n'y a pas de petit profit! Démarré avec le déremboursement de nombreux médicaments, la hausse du tarif des généralistes, la réduction des indemnités journalières, la restriction de la prise en charge des affections longue durée, (pour ne citer que les mesures les plus emblématiques), le désengagement de la Sécurité Sociale se poursuit avec l'augmentation du forfait hospitalier. Ce texte, publié le 23 février dernier sans aucune discussion préalable, fait passer la limite de déclenchement de la franchise hospitalière de 91 euros à

120 euros. Concrètement, jusqu'à présent, les patients devaient payer une franchise correspondant à 20 % de la facture, avec un montant maximum de 18,20 euros (20 % de 91 euros). Et la Sécu remboursait le reste. Désormais, le montant maximum est porté à 24 euros (20 % de 120 euros). Soit une augmentation de 32 % (+ 225 % depuis 2003)!

Bien sûr, le gouvernement met en avant que les mutuelles prendront en charge la différence, répercutant la douloureuse sur leurs assurés, mais ce sont encore ces derniers (pour ceux qui ont la chance d'avoir une mutuelle via leur boulot, ou individuelle) qui passeront à la caisse: entre 2001 et 2008, la cotisation moyenne est passée de 382 euros à 551 euros par personne, soit un bond de 44 %. Résultat: 5 millions de Français ne peuvent plus se payer de mutuelle et 9 millions se privent de soins pour rai-

son financière. Mais, que les pauvres se rassurent: « c'est pour la bonne cause : ces économies permettront de financer la suppression de l'impôt sur la Fortune! À la bonne santé des riches...

Remise en question du droit de séjour pour soins des étrangers gravement malades

Par ailleurs, un collectif d'associations* lance la campagne «Un mot, des morts» pour sauver le droit au séjour pour soins des étrangers gravement malades résidant en France. En effet, depuis 1998, un étranger gravement malade résidant en France est protégé contre toute mesure d'expulsion et peut obtenir une carte de séjour s'il ne bénéficie pas d'un «accès effectif» au traitement dans son pays d'origine. Ce dispositif actuel concerne 28000 personnes, soit 0,8 % des étrangers vivant en France. Aujourd'hui, une partie des députés, soute-

nue par le gouvernement, veut remplacer cette notion d'«accès effectif» au traitement par celle de «disponibilité». Ils prétendent qu'il s'agit d'une simple précision alors que cela remettrait fondamentalement en cause ce droit.

En effet, ce n'est pas parce qu'un traitement est «disponible» dans un pays qu'il y est «accessible». Ruptures de stocks, inexistence de couverture maladie, insuffisance de l'offre quantitative et qualitative de soins, prix prohibitifs des traitements ou encore manque de personnel soignant peuvent entraver l'accès effectif aux soins. Alors que le Sénat a rejeté l'amendement en première lecture, le gouvernement persiste et signe. S'il est retenu, ce texte forcera les étrangers à rester dans l'irrégularité, mettant leur santé en péril, avec un risque de recrudescence des maladies infectieuses telles que le VIH,

les hépatites ou la tuberculose. Ces personnes vivront dans l'angoisse d'une expulsion, synonyme de condamnation à mort dans leur pays où elles ne pourront se soigner. Par ce seul mot inséré dans la loi, «indisponibilité», la vie de milliers de personnes sera mise en danger. Bienvenue en France!

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash de la Fédération anarchiste

* Par ordre alphabétique: Act up-Paris, Aides, Catred, Comede, Créteil-solidarite, Fasti, FTCR, LDH, MDM, MFPF, MSF, Raac-sida, Sidaction, Solidarité sida.



Météo syndicale

CGT, etc.

On en cause dans les médias, Monde libertaire compris, le Front national veut faire du syndicalisme... Oh, on a toutes et tous en souvenir le «produisons français» de la CGT des années soixante-dix et consorts. On pourra aussi contempler les zones d'influence du duo CGT-PC et voir les effondrements divers et la percée de l'extrême droite dans les anciennes banlieues. Bon, avant, on pouvait mettre ça sur le dos du «patriotisme» du Parti communiste et de sa contribution à l'effort national pour la reconstruction dans l'après-guerre.

Maintenant, on en reste bouche bée, des anciens de Lutte Ouvrière et du Nouveau Parti anticapitaliste, Vénussia Myrtil, ex-militante du NPA... Et dans les rangs lepénistes, on annonce d'autres charrettes. Et jusqu'à maintenant, pas de commentaire du facteur présidentiable!

Du côté confédéral, à Montreuil dans la banlieue du nord de Paris, on constate les dégats mais le secret de Polichinel trotte dans les esprits... Le FN a un pied dans le champ syndicaliste. Dans l'Allemagne des années trente, les nazis organisaient des soupes populaires et faisaient des grèves. Nous n'en sommes pas encore là, mais l'unité syndicale est plus qu'urgente. Il ne s'agit plus seulement de sauver les meubles, mais d'aller plus loin!

Loulou Barbesois



Quand l'autruche éternue...

Carlos, les Tagada et la chemise de l'homme heureux

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Retour du Sarko va-t-en-guerre, du Stallone de l'Élysée, se déclarant ainsi, sans autre forme de procès, prêt à bombarder la Lybie. Bigre, diantre, pasambleu! c'est-y pas de la fanfaronnade, de la belle parade de paon, ça? Il s'agirait, bien entendu, d'un bombardement de trois fois rien, juste comme en passant quelques «frappes ciblées» évitant, autant que faire se peut, de rayer de la carte les villages habités de paisibles civils. Enfin, ça c'est la théorie: on sait trop qu'une fois dans les airs règnent la bourde, la gaffe, le largage à l'aveugle, le dommage collatéral. Aussi qu'est-ce qui lui prend, à not'président, de vouloir comme ça et tout seul jouer les Zorro des sables? Chercherait-il à faire oublier quelques retards à l'allumage et autres traînages de pieds lors des révolutions tunisienne, égyptienne? L'excité a, en tous les cas, pris tout le monde par surprise: même Juppé, jeudi dernier, semblait tout à fait atterré par les rodomontades guerrières du Patron. Cependant, qu'on ne s'y trompe pas: ce genre de poussées soudaines autant que militaires ne sauraient pisser loin, étant bien entendu qu'au final les Américains, et eux seuls, décideront. Comme d'hab'. Mais la provocation française aura tout de même réussi à fâcher rouge le père Kadhaf', au point que ce dernier menace de révéler «un

grave secret qui va entraîner la chute de Sarkozy, voire son jugement en lien avec le financement de sa campagne électorale». Bof, si c'est pour nous ressortir le dossier Woerth/Bettencourt, ça ira bien, on a donné. Cependant, à supposer que cet exami de la famille en sache long et bien davantage, ce serait alors assez cocasse de le voir dézinguer Sarko sans qu'on ait, nous, simples spectateurs, à applaudir l'un ou l'autre, en aucune façon.

Las! En admettant que Kadhafi soit détenteur d'un tel secret, il n'est même pas certain qu'il tienne sa promesse et nous le révèle un de ces jours: à écouter Philippe Subra - et là je vous demande de bien vouloir vous accrocher solidement au bastingage, car ce que nous apprend ce distingué professeur en géopolitique est proprement ébouriffant, «c'est vrai que les hommes politiques ne tiennent pas toujours leurs promesses ». Puis d'ajouter, sourire canin: «mais qui, dans la vie, tient toujours ses promesses? » Pas faux. Moi par exemple, le 1er janvier je m'étais promis d'arrêter les fraises Tagada. J'ai pas pu, j'aime trop ça. Je ne sais si cette fâcheuse absence de volonté eut, sur la diplomatie française, un effet similaire à celui produit, par exemple, par les fastueux voyages d'un personnel politique habitué à serrer la pogne des engeances dictatoriales, mais une promesse est une promesse, et selon Subra toutes se

du 17 au 23 mars 2011

valent. Je promets donc de ne plus en faire. Pascal Boniface, autre géopolitologue, semble moins habitué aux fadaises que son collègue. Invité à se prononcer sur les révolutions actuelles, Boniface livra ceci: «Il y a une onde de choc, et elle est mondiale. Elle a commencé dans le monde arabe, certes, mais elle va s'étendre. » Que Bakounine t'entende, Boni!

S'étendre, d'accord, mais jusqu'où? Jusqu'à, pour commencer, rendre une visite à Arnault, première fortune de France, lequel Arnault vit, en un an, ses revenus augmenter de 45 %, et atteindre la bagatelle de 41 milliards de dollars. Une petite visite, oui, sur le mode «patron, t'es viré». Et laisse le chéquier sur la table. On rappellera au passage que 10 milliards d'euros, soit moins d'un quart de cette fortune, suffirait à combler le déficit actuel du régime général des retraites. On rappellera également, et pour ne pas finir sur une note trop acide, que l'intelligence ne s'achète pas, la preuve: Carlos Slim, première fortune mondiale, passerait son temps à répéter cette phrase devenue fétiche: «Ne restez pas les mains dans les poches en attendant qu'elles se remplissent. » Hum. Okay Carlos, t'énerves pas. Mais si ça se trouve, hein, va savoir: l'homme heureux n'a pas de chemise.

Frédo Ladrisse



Ca tressaute à Bahreïn Des milliers de manifestants ont

arrestations. Six occupants ont été immédiatement mis en garde-àvue, malgré le rassemblement d'une quarantaine de militants devant le commissariat et avec la complicité de la mairie qui a dit ne rien pouvoir faire. Alors ça sert à



Premier ministre bahreïni, en poste depuis 1971, en se massant pour la première fois devant le palais où le cabinet tenait sa réunion hebdomadaire.

exigé, à Manama, la démission du

Au 22e jour d'insurrection, les

forces de Kadhafi tentent toujours

de reprendre la main, avec des

raids aériens contre les insurgés

notamment à Ras Lanuf, dans l'Est

libyen, ville abritant un terminal

quoi les élus?

Action d'homophobes à Lille

Mère porteuse : revirement



Kadhafi s'accroche

pétrolier.

J'ai la mémoire qui flanche Le tribunal de Paris a décidé de reporter le procès de Chirac sur les deux volets du dossier des emplois fictifs retenus contre lui. C'est pratique la justice à deux vitesses. Il sera bientôt trop vieux pour aller en taule...

Quelques jours plutôt, des individus ont vandalisé des photos d'une exposition organisée à la fac de médecine de Lille par l'association d'étudiants Silence H. Après dix jours de présence dans le hall de la faculté de médecine de Lille II, l'expo photo «Homosexualités» présentait des clichés gays, pudiques, intimistes, parfois sensuels. Ils ont été recouverts de peinture rouge, dans un acte revendiqué par le collectif homophobe «Hétérophobie Stop», qui écœure les étudiants impliqués dans ce projet associatif non mili-

Le parquet général, après la Cour

de cassation, s'est montré favorable

à l'inscription à l'état civil français

des enfants nés de mères porteuses

à l'étranger. Un revirement de

taille, le ministère public s'y étant

toujours opposé jusqu'ici. Pour

une fois que le droit français se

met en conformité avec les

conventions internationales...

les associations LTGB (Lesbiennes

Trans Gays et Bis) ont salué la ban-

derole qui dénonçait l'homopho-

bie. Vive la convergence des luttes!



Loppsi 2 touchée mais pas coulée

Si on a évité le pire grâce au Conseil constitutionnel (13 dispositions ont été retoquées par lui, notamment les peines planchers pour les mineurs et les contrôles d'identité par les policiers municipaux). Cependant le ministère de l'Intérieur est ravi, car « l'essentiel de

la loi Loppsi 2 avait été entériné ».

Au bon beurre!

Deux études réalisées par l'institut de sondage Harris Interactive, plaçant coup sur coup Marine Le Pen en tête des intentions de vote au premier tour, ont été réalisées en l'échange d'une rémunération, révèle le site d'information Médiapart. L'institut a organisé un jeu-concours et promis une récompense de 7000 euros à «l'heureux élu tiré au sort » parmi le panel de 1600 personnes ayant répondu au questionnaire sur internet. Depuis le temps que Le Monde libertaire se défie des son-



Chacun à sa place!

La députée UMP Chantal Brunel a suggéré de «remettre dans les bateaux les immigrés qui viendraient de la Méditerranée » et nous, nous suggérons de mettre les riches à la poubelle. Comme ça, les vaches seront bien gardées!

Manif antisexiste à Paris

dages!

La manif parisienne a eu lieu le 5 mars, trois jours avant la journée de la Femme dans le quartier des ambassades, avec une bonne dimension internationale et beaucoup de femmes immigrées de pays actuellement en révolution. Au niveau des organisations libertaires: absence totale de la CNT et du Scalp (?). En revanche, une trentaine de militants (au moins) de la Fédération anarchiste, dont



Rififi à Saint-Ouen

Des militants ont investi un lieu près du centre-ville de Saint-Ouen pour y créer, avec une dizaine d'associations locales, un centre social et culturel autogéré. À peine le propriétaire des locaux portait-il plainte que la police a débarqué avec bélier, cassage de porte et

KROKAGA



DANAR AVEC SADIA ET MAZOGH







Arrêt du dispositif « Admission post-bac »



ALORS QUE la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) vient de donner raison à la Ligue des droits de l'homme (LDH), au sujet du caractère clairement discriminatoire d'un outil informatique de l'Éducation nationale, le collectif national de résistance à Base élèves (CNRBE) dénonce la légèreté de la solution proposée par la Halde.

Rappel des faits... Depuis le 20 janvier 2011 et jusqu'au 20 mars 2011, tous les élèves de terminale qui souhaitent poursuivre leurs études après le bac doivent utiliser le système «Admission postbac» (APB) pour s'inscrire dans une formation de l'enseignement supérieur (www.admission-postbac.fr).

Plusieurs associations (Ligue des droits de l'homme, Unef, FCPE, notamment) ont alors relevé l'impossibilité pour certains élèves de classe de terminale de s'inscrire dans une formation en apprentissage via le site APB, en raison de leur nationalité. Le 27 janvier 2011, la LDH dénonçait¹ «une décision clairement discriminatoire», justifiée par le ministère au motif de lutter contre le travail des sans-papiers.

Pour chacume de ces personnes, la formule suivante apparaissait, en effet, lors de la tentative d'inscription: «Seuls les candidats de nationalité française peuvent s'inscrire dans une formation en apprentissage sur le site APB.»

Le 7 février 2011, la Halde donne raison à la LDH dans un avis motivé: «Le Collège recommande d'ouvrir l'accès au site internet et aux préinscriptions aux formations en apprentissage à tout élève qui en fait la demande, quelle que soit sa nationalité et son lieu de résidence. Il recommande également de donner une information précise aux usagers du site, destinée à leur permettre de prendre connaissance des titres de séjour dont ils doivent être en possession pour conclure un contrat d'apprentissage, afin

que les intéressés soient alertés sur les risques de refus auxquels ils s'exposent à l'occasion des inscriptions définitives dans les formations sollicitées. »

Mercredi 9 février, le ministère annonce² avoir modifié le site internet Admission postbac sur deux points, afin qu'il «n'induise aucune discrimination» à l'égard des étudiants étrangers.

Le CNRBE ne peut se satisfaire d'une simple modification de ce dispositif en vue de son «amélioration», mais demande sa suppression complète, pour les raisons suivantes:

Sous prétexte de «simplifier les démarches des élèves souhaitant s'inscrire aux formations accessibles après l'obtention du baccalauréat», l'Éducation nationale met en place sans aucun cadre législatif une nouvelle application numérique de traitement de données personnelles qui provoque les questionnements habituels. Questionnements qui, comme d'habitude, restent aussi sans réponse: qu'en est-il du respect des droits des personnes (droit à l'information, droit d'opposition, droit d'accès et droit de rectification)? Où les données seront-elles stockées? qui y aura accès? Quelles spécifications ont été communiquées à la Cnil?

APB est un dispositif automatique, avec tous les dangers que cela comporte: par son caractère automatique, ce dispositif écarte toute possibilité de transparence, de débat, de contrôle et de contestation de la part des enseignants du secondaire, des conseillers d'orientation et des équipes des établissements d'accueil qui étudient les dossiers.

APB laisse les élèves livrés à eux-mêmes dans leurs démarches d'orientation: avoir accès à la connaissance des différentes possibilités d'orientation sur un site, pouvoir imprimer les dossiers d'inscription est intéressant. Mais des conseils par internet ou par télé-

phone sont loin d'être suffisants: les jeunes ont besoin d'être guidés par des personnes compétentes et dans un vrai dialogue: c'est le rôle des conseillers d'orientation... qui, dorénavant remplacés par le dispositif APB, sont en passe d'être supprimés alors qu'ils devraient être multipliés!

Le CNRBE a déjà dénoncé le possible repérage des parents d'élèves sans-papiers grâce à Base élèves.

APB est un dispositif socialement discriminatoire: comme le constate la Halde dans sa délibération du 7 février 2011. «les différences de traitement ne sont pas sans incidence sur la scolarité des intéressés». Or, tous les élèves de terminale n'ont pas les mêmes facilités d'accès au système APB: de nombreux élèves ne disposent ni du matériel informatique adéquat ni d'une connexion internet, ne serait-ce que pour de simples raisons financières. Les élèves socialement défavorisés seront donc évidemment plus pénalisés que les autres. Ce système induit ainsi nécessairement des différences de traitement dans l'accès au service public, selon l'origine sociale des élèves: est-ce là l'égalité des chances prônée par l'Éducation nationale?

Enfin, la mise en œuvre du site APB mériterait des explications sur son cadre légal. Dans son avis, la Halde indique en effet que «le simple fait que l'administration mette en œuvre un service de manière facultative, c'est-à-dire sans en être contraint par une prescription légale, ne l'exonère pas de l'obligation de rendre l'accès à ce service non discriminatoire.»

Collectif national de résistance à Base élèves

^{1.} http://retraitbaseeleves.wordpress.com

^{2.} www.vousnousils.fr/

Sondages et course aux élections

Le renouveau du FN, symbole de la faillite de la démocratie représentative

Romain Constant

DEUX SONDAGES de l'institut Harris Interactive publiés les 5 et 7 mars ont fait couler beaucoup d'encre et ont mobilisé nombre d'éditorialistes dans les différents médias. Selon ces enquêtes, avec 23 à 24 % d'intentions de vote, Marine Le Pen arriverait en tête du permier tour de l'élection présidentielle, devant Nicolas Sarkozy et l'un ou l'autre des probables candidats du Parti socialiste, Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry ou François Hollande. Quel que soit le candidat du PS, la candidate Front national conserverait la même réserve de voix.

Cette percée du FN semble surprendre le petit monde des médias. Pourtant, depuis quelques temps, on en a vu des signes avantcoureurs: ici un militant CGT qui devient candidat FN aux cantonales, là un ancien du NPA qui rejoint le parti des le Pen, et partout des journaux qui s'accordent à dire que Marine serait plus fréquentable, plus politiquement correcte, moins sulfureuse et surtout moins dangereuse que Jean-Marie. Petit à petit, des sondages montrent la bonne santé du FN et contribuent certainement à rassurer ses sympathisants, qui hésitent de moins en moins à lui déclarer leur soutien, et à convaincre les hésitants à la recherche d'une alternative politique.

De la valeur des sondages

Les sondages qui placent le Pen en tête des votes au premier tour de la présidentielle semblent avoir eu l'effet d'une bombe: les médias reprennent la nouvelle en boucle et la commentent jusqu'à l'écœurement. Ceci montre encore une fois l'intérêt maladif et malsain des journalistes pour les compétitions électorales dans ce qu'elles ont de plus trivial: la politique est apparentée à une course de chevaux, dans laquelle on surveille qui est devant, qui tient la corde, qui remonte ou se fait distancer. Les programmes, les idées défendues, n'intéressent pas les médiacrates. Or, comment faire un

choix véritable entre des candidats lorsqu'on ne sait pas encore ce qu'ils proposent? Pourquoi parler des candidats si l'on ne sait rien de ce qu'ils veulent mettre en place?

Un an et deux mois avant la future élection présidentielle, on nous abreuve de sondages sur les intentions de vote, alors même qu'on ne sait pas encore qui sera candidat et donc encore moins quels programmes s'affronteront. Il faut donc prendre avec une extrême prudence les résultats de ces enquêtes. En 1995 et en 2002, quatorze mois avant l'élection, les sondages plaçaient en tête un candidat (respectivement Balladur et Jospin) qui finalement ne s'est même pas qualifié pour le second tour! Ces sondages sont peut-être une photographie de l'opinion à un instant t, mais ils ne présagent en rien du vote de l'an prochain. Par ailleurs, si les sondages reposant sur des échantillons représentatifs de la population française ont une marge d'erreur très faible, il faut tenir compte des «redressements», ces corrections artificielles effectuées par les sondeurs pour faire correspondre le plus fidèlement possible les données récoltées à celles qui sont estimées les plus justes et les plus probables en fonction des statistiques passées. Ainsi, par exemple, le score du FN est toujours retouché, pour tenir compte du fait que les individus statistiquement les plus susceptibles de voter pour lui hésitent parfois à le dire aux sondeurs. Après ces tripatouillages, qui peut dire si le résultat obtenu est véritablement fidèle aux positions politiques de la population nationale dans son ensemble? On constate bien souvent qu'un même sondage réalisé par deux instituts dans la même période donne des résultats sensiblement différents. Que penser par conséquent des chiffres de l'institut Harris? Le Pen pourrait bien en réalité recueillir l'assentiment de 28 % des Français en âge de voter, mais aussi peut-être de 20 % ou moins. Ce qui est sûr, quel que soit le score effectif, c'est que le FN

séduit beaucoup de monde. Beaucoup trop.

Misère et exploitation, du pain béni pour le FN

La faute à qui? À droite, François Fillon rejette la responsabilité sur le PS, qui selon lui critique la droite de façon odieuse. Ce serait donc l'attitude de l'opposition qui favoriserait l'extrême droite... La gauche s'en défend. Martine Aubry, à la tête du PS, accuse Sarkozy de faire monter le FN en attisant les peurs, peur de l'insécurité et des immigrés. Il est facile de rejeter la faute sur le camp d'en face, mais il s'agit là d'analyses simplistes d'une véritable crise de la démocratie représentative qui s'exprime dans le choix du FN par une large frange de la population. L'ensemble des partis de gouvernement porte la responsabilité de cette lepénisation des esprits.

Certes, le succès du FN a des causes multiples. Pour certains électeurs, probablement minoritaires, il s'agit d'un vote purement «protestataire», destiné à envoyer à la classe politique un «signal», à montrer son mécontentement face à l'offre électorale et à la situation sociale et économique. Ces électeurs ne seraient pas nécessairement prêts à voter le Pen au second tour si elle était qualifiée. Mais on peut craindre que, pour beaucoup, le vote FN au second tour soit sérieusement envisagé. Ceux-ci sont-ils tous racistes et fascisants, ou simplement égarés dans un paysage politique consternant? Le FN a son lot d'électeurs nostalgiques des solutions autoritaires, et franchement intolérants à l'égard des étrangers, des musulmans, des homosexuels, etc. Mais pour beaucoup, c'est l'indifférenciation du PS et de l'UMP qui conduit à chercher une solution dans un parti qui n'a jamais gouverné mais qui semble aujourd'hui en mesure d'accéder au pou-

La thématique de l'immigration mise en avant depuis des années par le FN – et large-



ment reprise par l'UMP – continue à porter ses fruits dans un pays rongé par le sousemploi, et ce sera peut-être le cas jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'une immigration zéro ne met fin ni au chômage, ni à la précarité et la misère. L'adhésion au projet de sortie de l'Union européenne et de retour au franc, autre thématique frontiste, montre le désespoir de nombreux électeurs face à un niveau de vie qui régresse et face à une Europe qui prône le démantèlement des services publics au nom d'une concurrence censée permettre plus d'efficacité.

Dans le vote FN, s'il y a bien sûr une partie non négligeable d'affirmations racistes et d'aspirations autoritaires, il y a donc aussi l'expression du désespoir causé par une société qui broie l'individu et par des vies passées à travailler plus pour gagner presque rien. Voter FN, c'est alors aussi crier son sentiment d'injustice lorsqu'une minorité de patrons et d'actionnaires se gave, faisant d'autant plus de profits qu'elle aura réussi à réduire les «masses salariales» et à remettre en cause les acquis sociaux. C'est croire en la capacité d'un acteur politique qui n'a pas encore exercé le pouvoir de faire mieux que les gouvernants passés.

L'impasse de la démocratie représentative

La droite est responsable de ce désespoir, par son hystérie sécuritaire et anti-immigrés, ainsi que par sa politique libérale favorable aux industriels et aux grandes fortunes, au détriment des salariés et des plus faibles. Et la gauche de gouvernement est encore plus responsable, par son abandon des classes populaires, son adhésion au système capitaliste basé sur la propriété privée et l'accumulation du profit, et son ralliement au libéralisme. Elle ne peut plus prétendre représenter une alternative, car elle se contente de gérer la misère en en cachant les aspects les plus criants. Voilà des années que les «socialistes» ont renoncé à changer la vie et préféré simplement édulcorer la barbarie capitaliste.

L'avenir semble sombre. Bien que largement impopulaire, Sarkozy a de bonnes chances d'être reconduit à la présidence de la République en 2012. Nul doute qu'il espère un nouveau 21 avril 2002: se retrouver au second tour face à Le Pen lui assurerait la réélection. Pour cela, il va tenter de susciter et de profiter de l'habituelle division de la gauche, tout en essayant d'empêcher toute concurrence à droite (Hervé Morin, Jean-Louis Borloo, Dominique de Villepin, etc.). Il a déjà commencé à mettre la pression sur ses éventuels adversaires ou à essayer de les rallier à sa candidature, et il est probable qu'il parvienne à rassembler son camp. À gauche, il est difficile de croire que Jean-Luc Mélanchon ou un candidat trotskiste pourraient se retirer au profit d'un candidat PS qui ne manquera pas d'être un adepte du social-libéralisme. La présence de la gauche



au second tour est donc tout sauf certaine. Mais quand bien même le candidat PS finirait-il à l'Élysée, que peut-on espérer? Un peu moins de brutalité peut-être, un peu plus de libertés éventuellement, mais rien d'autre.

Ce constat tend, encore une fois, à prouver la justesse des positions des anarchistes, qui refusent avec obstination de se plier au rite électoral qui finit par affadir toutes les convictions, et par perdre les plus idéalistes dans les jeux d'alliances et les luttes de pouvoir. Avec le système représentatif, la politique est devenue un métier auquel on se consacre exclusivement, et elle s'est par conséquent déconnectée de la vie réelle. L'élection finit par devenir une fin en soi, et plus un moyen pour améliorer l'existence de ses concitoyens.

Tant qu'on sera face à un système représentatif qui prive les individus de la gestion de leur vie, des mouvements fascisants pourront toujours prospérer. Parce que ceux-ci offrent aux frustrations des solutions sim-

plistes et démagogiques, laissant croire au rôle éminent d'hommes (ou de femmes) providentiel[le]s. Mais aussi parce que continuera de prospérer ce système capitaliste basé sur les inégalités et l'exploitation. On n'obtiendra pas l'autogestion par la voie des urnes. Chaque élection qui passe montre un peu plus que changer le monde passe par la révolution; en confier la tâche à des représentants signifie immanquablement finir déçu. En outre, lutter contre le FN par es n'a guère de sens : le parti des le Pen n'a a priori aucune chance d'arriver au pouvoir, et voter pour la gauche n'apportera pas de changement significatif d'un point de vue économique et social, ce qui ne pourra que renforcer dans le futur les aspirations fascisantes des déçus du système. C'est donc seulement par un changement radical de système social et économique, permettant une gestion directe de la société par toutes et tous, qu'on pourra lutter contre la misère, le désespoir et l'ignorance, sources de tous les fascismes.

Alternatives en actes et syndicalisme

Dans 50n article intitulé «Alternatives: pragmatisme plutôt que dogmatisme» (voir Le Monde libertaire n° 1626), Amy Tsun «appelait» les anarchistes à s'impliquer dans les alternatives en actes (amaps, coopératives de productions, communautés autogérées, etc.). Si je n'ai rien contre un investissement des militants libertaires dans ces projets riches en expériences, je pense qu'il est nécessaire de nuancer leur portée et, surtout, leur importance, notamment au regard d'autres formes de lutte.

Si les alternatives en actes constituent, en effet, des espaces de politisation importants et des témoignages «vivants» de la pertinence de certaines pratiques libertaires (autogestion, entraide), ça ne l'est qu'à une échelle extrêmement réduite. Une grosse amap, par exemple, ne concerne généralement que quelques centaines de personnes. Certes, c'est déjà pas mal, mais c'est toujours bien peu comparé à l'échelle nationale, voire même internationale. Et, au fond, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si, même additionnées, des micro-unités de production seraient en mesure d'assurer la subsistance du plus grand nombre? La question est à soulever et j'espère la voir traiter prochainement dans les colonnes de notre journal, mais, personnellement, je suis convaincu que ce genre d'alternatives n'est fondamentalement pas en mesure de répondre aux besoins de plusieurs millions de personnes. Comment une petite agriculture paysanne pourrait nourrir 60 millions de Français? Comment un petit artisanat pourrait répondre intégralement à la demande de consommation de millions d'individus? L'importance actuelle de la démographie humaine nous oblige à vivre dans une société industrielle, et vouloir en sortir serait suicidaire. La situation sera la même (ou pire) demain et, de fait, il est évident que la société anarchiste ne pourra se passer d'industries, au risque de ne pas pouvoir combler les besoins de tout un chacun. Et c'est pourquoi, les alternatives en acte - qui ont un champ d'action très restreint - ne constituent pas, au fond, une alternative économique à long terme: ce ne sont pas des forces de proposition, mais des «pansements», des lieux de refuge pour fuir le système présent et proposer, dans l'immédiat, quelque chose d'un peu différent. Et si elles permettent, en effet, d'expérimenter dès aujourd'hui, à petite échelle, une forme d'autogestion, de démocratie directe et d'entraide (ce qui est suffisamment intéressant, il est vrai, pour que les anarchistes ne les délaissent pas), il faut veiller à ce qu'elles ne nous poussent pas à faire l'économie d'une réflexion globale d'un projet de société fonctionnant à grande échelle, capable de tisser un véritable tissu économique et non pas seulement quelques amaps et petites coopératives de production.

Je ne partage pas non plus l'avis d'Amy Tsun lorsqu'elle conçoit les alternatives en actes comme de «nouvelles formes de lutte» qui se substitueraient aux syndicats et aux manifestations, devenues inutiles et incapables d'organiser quoi que ce soit. Car, malgré l'emprise de leurs bureaucraties et malgré une base qui, en grande partie, n'a aucune velléité révolutionnaire (reconnaissons-le, et c'est bien pourquoi on ne peut vraiment parler de «trahison» des confédérations syndicales lors du dernier mouvement), les syndicats restent des outils de lutte dans lesquels existe, fondamentalement, un véritable potentiel révolutionnaire (il ne tient qu'à nous d'œuvrer pour le faire éclore). C'est à travers eux que les travailleurs s'organisent et, de fait, c'est d'eux que sortira le mouvement de grève générale, le seul moyen dont nous disposions pour faire plier les capitalistes et l'État et construire une autre société, débarrassée de la domination et de l'exploitation. Car en dehors d'un blocage effectif de l'économie (et donc du système qui s'est construit autour), on ne peut rien espérer, si ce n'est une utilisation permanente de nos révoltes par le pouvoir pour justifier toujours plus de répression. Dès lors, considérer que les «syndicats sont à bout de souffle» et qu'ils ne «mènent plus à grand-chose» et, en réponse à cela, brandir l'étendard des alternatives en actes. est, à mon sens, bien peu judicieux. Car s'il y a bien des outils et des espaces que les anarchistes doivent aujourd'hui se réapproprier, ce sont les syndicats.

De fait, il me semble risquer, aussi bien pour les indispensables luttes quotidiennes dites «réformistes» que pour la construction d'un projet révolutionnaire (dont les syndicats sont, à mon sens, le principal moteur), de «déserter» les manifs et les organisations syndicales au profit de cette autre activité militante. Et d'ailleurs, syndicalisme et alternatives en acte étant deux activités militantes à la portée, à l'échelle et aux buts très différents, il me paraît difficile de penser que la seconde devrait remplacer la première.

Pour autant, et au risque de me répéter,

mon propos n'est pas de dire que l'un exclu l'autre, mais qu'au contraire, entre alternatives en actes et syndicalisme, il y a une convergence possible, si ce n'est nécessaire. Je suis en effet profondément convaincu que les syndicats devraient s'emparer de ces alternatives et entamer des réflexions autour des questions et des problèmes auxquels elles essaient de répondre dans l'immédiat. D'autant que, par les liens interprofessionnels que les organisations syndicales ont la possibilité de tisser, ces réflexions pourraient aller de pair avec une réflexion de fond, menée au sein des syndicats, pour élaborer ou poursuivre l'élaboration - un projet de société révolutionnaire qui ne se réfugierait pas dans le local et la petite échelle. Les bourses du travail et les unions locales sont des lieux qui pourraient être réinvestis pour discuter et débattre de ces problématiques, qui sont d'autant plus essentielles pour les syndicats que ces derniers devront être, le moment venu, en mesure d'organiser, de lancer et de gérer l'économie révolutionnaire. Évidemment, tout cela demande un travail de longue haleine, difficile et qui ne pourra jamais se faire si les anarchistes ne décident pas de réinvestir massivement les organisations syndicales. Et c'est pourquoi un engagement dans les alternatives en actes, conçu comme nouvelle forme de lutte en rupture avec le syndicalisme (considéré comme désormais incapable ou inefficace), me paraît être inadéquat et risqué, une sorte de pari perdu d'avance qui continuerait à limiter les pratiques anarchistes à des microcosmes sans aucune portée sociale.

Alors, non, en effet, les alternatives en actes ne sont pas des projets ou des réalisations à jeter sous le faux prétexte d'absence de dynamique ouvertement révolutionnaire. Tout comme les syndicats ne sont pas désuets ou désormais dépourvus de toute capacité à changer la société. Et, à mon sens, la vraie question – défi? – qui se pose aujourd'hui aux militants révolutionnaires, c'est de savoir comment articuler ces alternatives autour des organisations syndicales.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste





Série américaine

Chapitre III: Mutinerie high-tech



Charles Reeve

Un connaît L'IMPORTANCE du complexe carcéral dans le système répressif nord-américain. Près d'un jeune Noir sur deux a eu affaire à cette vaste machine de contrôle social qu'est la prison. Aujourd'hui, les difficultés de financement des États et la désorganisation bureaucratique ont des retombées sur le fonctionnement des prisons. En Californie, la libération d'un nombre important de détenus est prévue ou est déjà en cours, cela afin de réduire le coût des administrations pénitentiaires. En attendant, les conditions d'incarcération se dégradent rapidement.

C'est dans ce contexte qu'éclate dans l'État de Géorgie, le 10 décembre 2010, une grève des prisonniers de sept grands pénitenciers, lesquels refusent de travailler et de cantiner jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Ils demandent une alimentation améliorée, une hausse de la rémunération du travail, une révision du système des punitions ainsi que de meilleures possibilités de formation et d'étude. Dans une période de résignation et d'atomisation, l'éclosion de ce mouvement est un fait remarquable. Tout d'abord par son auto-organisation horizontale, utilisant un réseau de contacts activé par le téléphone mobile. Signe de sa détermination, le mouvement a dépassé les fortes barrières raciales qui existent à l'intérieur des prisons. Un communiqué des mutins transmis à la presse le souligne : « Nous avons réussi à nous unir en dépassant toutes les différences qui nous séparent, Blancs, Noirs, ainsi que celles exacerbées par l'appartenance à des gangs. »

Dans chaque dortoir, un prisonnier est en contact avec le réseau et répercute les informations. Les portables sont interdits dans les prisons mais on estime qu'environ 10 % des prisonniers en possèdent. Ils les achètent aux gardiens, un téléphone de 20 dollars coûte 400 dollars en prison... L'administration pénitentiaire a aussi été surpris par le choix de formes d'action pacifiques, les mots d'ordre des grévistes incitant à éviter la confrontation physique avec les matons. À l'extérieur, le mouvement a trouvé des relais chez d'anciens militants des Black Panthers. Preuve que la mémoire des luttes passées n'a pas tout à fait disparu dans la communauté noire nord-américaine, pourtant si fortement meurtrie par la pauvreté, le chômage et la détresse.

Les sans-abri aux portes de Berverly

Une économie dont la prétendue «reprise» ne règle pas la question du chômage reste vulnérable. Lord Keynes lui-même s'en était inquiété dans les années 1920, au point de noircir des pages pour avertir les classes dirigeantes du danger social d'une telle logique. Preuve de l'inaptitude du capitalisme privé à surmonter ses crises, une telle stagnation était, pour lui, porteuse de grandes incertitudes et possibles bouleversements sociaux,

menaçant le système dans ses fondements. Sept décennies plus tard, les recettes interventionnistes du même Keynes semblent épuisées, et nous voilà revenus à la même problématique: l'incapacité du capitalisme à engendrer par lui-même un volume d'investissement suffisant pour réaliser le plein emploi. Pour le moment, et aux États-Unis en tout cas, les exclus s'y résignent. Mais pour combien de temps?

Regardons maintenant le cas de Los Angeles. Personne ne s'attend à trouver de la pauvreté dans le quartier de Beverly Hills. Pourtant il y a péril en la demeure. Los Angeles est aujourd'hui considérée comme la capitale des sans-abri aux États-Unis. Plus de 50000 personnes y vivent dans la rue, dont 6000 anciens combattants des guerres de l'Empire. Une façon cavalière de remercier ces hommes qui se sont battus pour la défense du rêve américain. Heureusement, ces personnes se concentrent dans les quartiers sud de la ville, à Skid Row, laissant les riches de Beverly Hills tranquilles... Le rouleau compresseur de la crise, la montée de la pauvreté, les expulsions immobilières qui se poursuivent, tout contribue à ce que le nombre de personnes vivant dans la rue continue d'augmenter, ici, comme partout ailleurs, dans le pays le plus riche du monde.

Le climat doux de Los Angeles explique en partie que la ville attire autant de pauvres. Des «spécialistes» avancent une explication plus cynique. Alors que, dans des centres comme New York, la densité du tissu urbain rend immédiatement visible la pauvreté, à Los Angeles, l'étendue de la ville et le fait que les déplacements se font surtout en voiture individuelle, la rend invisible. «On peut se lever le matin, aller sur son lieu de travail, revenir le soir et ne jamais croiser un sans-abri», avance un bureaucrate local. Quel soulagement! Dans un souci de préservation des «potentialités touristiques de la ville» (sic), la mairie tente tout de même de parquer ces personnes dans des logements de fortune (est-ce le bon mot?) situés dans des zones réservées, éloignées de la vue du citoyen lambda ou du touriste de passage. Comme cela se fait aussi à New York, Boston,

Malheureusement, pour passer de la proposition au concret, il faut des moyens financiers qui manquent dans les villes aujourd'hui proches de la faillite. Ainsi, dans l'attente du retour au plein-emploi dont rêvait Keynes, les chômeurs, les précaires, les travailleurs pauvres à la rue de Los Angeles, continueront à survivre dans une invisibilité désordonnée plutôt que dans l'invisibilité rangée.

La mafia du plan de relance...

Qui n'a entendu parler du programme de relance de l'économie lancé par l'administration Obama? On sait désormais que, pour l'essentiel, il se résume dans le refinancement du système bancaire avec des fonds publics, c'est-à-dire, en réalité, une augmentation de la dette publique.

Motivés par un humanitarisme naïf, certains ont insisté sur des mesures secondaires tels les projets censés relancer l'industrie du bâtiment par la réhabilitation de l'habitat pauvre des grandes villes, les grandes cités de logements publics ou municipaux. Un ami, ayant fait des études d'urbanisme et habitué des petits boulots, a trouvé justement du travail dans le nouveau service créé pour mener à bien ce projet de réhabilitation dans la ville de New York. Leur première tâche aurait dû consister à recenser les immeubles et les logements à réhabiliter. Mais non, on a soustraité le travail à des entreprises privées (déjà connues de la mairie).

Une année s'écoule, la liste des logements à rénover est enfin disponible, les travaux peuvent démarrer sur des logements que, soit dit en passant, personne du service officiel n'a réellement visités... Et à qui fautil attribuer les sommes de réhabilitation et en fonction de quels devis? Faut-il ouvrir marché et faire jouer la concurrence, comme disent les prophètes? Pas si simple! Le service où travaille notre ami reçoit de la mairie, une deuxième liste, celle des entreprises autorisées à travailler sur le parc de logement municipal, entreprises ayant signé la convention collective du bâtiment. Ce qui est tout à fait convenable, car Obama tient à montrer patte blanche auprès des bureaucrates syndicaux. Il faut ici faire une courte parenthèse en rappelant que la majorité des syndicats du bâtiment du grand New York a des liens étroits avec la mafia. Et c'est donc à ces entreprises que les sommes destinées à la réhabilidoivent impérativement attribuées, lesquelles, après avoir empoché une grasse fraction au passage, les distribuent à des sous-traitants.

À la fin, la réhabilitation sera réalisée par des travailleurs illégaux à des tarifs misérables, utilisant des matériaux de mauvaise qualité. Un an et demi s'est écoulé, soit la moitié du temps prévu pour le plan de réhabilitation. Notre ami et ses collègues n'ont toujours pas vu les logements à réhabiliter et ils ne les verront pas après réhabilitation. La rumeur dit qu'ils n'existent peut-être pas... En attendant, et avant que les travaux commencent, plus de la moitié des sommes prévues pour le programme a déjà été dépensée dans ce fonctionnement bureaucratique et dans l'arrosage des divers sous-traitants. Les États-Unis, pays de la libre entreprise et de la concurrence, est en réalité un pays de bureaucraties tentaculaires au service du privé, avec des ramifications mafieuses. Ici comme dans le secteur bancaire, le programme de relance n'est qu'une redistribution de l'argent public au bénéfice de secteurs particuliers de la classe capitaliste.

...et les ayatollahs du Tea Party

Oui, le Tea Party dans tout cela, me direzvous? Dans l'importance et la visibilité don-

née à la montée de la droite conservatrice, il y a une dimension médiatique.

Quelques milliers de militants du Tea Party manifestant à Washington attireront une plus grande couverture médiatique que les dix milliers de militants du Forum social réunis à Detroit, que les quelques milliers d'activistes qui imposent la fermeture d'une centrale nucléaire dans l'État du Vermont. Cela étant dit, ce serait une erreur d'ignorer la vague de fond de la droite conservatrice. Le Tea Party en est l'expression politique, mouvement qui intègre les valeurs politiques et religieuses de la droite traditionnelle. Il intègre aussi des idées racistes qui fondent la société américaine, ravivées aujourd'hui par une féroce xénophobie anti-immigrés. C'est également dans le cadre du Tea Party qui s'exprime le désarroi et l'angoisse de tous les citoyens troublés par l'effondrement de l'Empire. Tous ceux qui, plus ou moins consciemment, sentent que les États-Unis n'ont plus les moyens économiques d'assurer leur place dominante dans le monde. Qui se voient menacés de l'extérieur et de l'intérieur. L'isolationnisme inhérent à l'histoire de la société nord-américaine réapparaît comme une réponse à ces inquiétudes. Tout cela se manifeste, sous une forme confuse, au sein d'un courant où l'on perçoit l'État fédéral comme une institution totalitaire menacant les droits individuels - où l'on trouve parfois une critique juste de la logique bureaucratique de l'État moderne. Par exemple, lorsque les membres du Tea Party s'insurgent contre la proposition du plan de santé Obama, imposant à tout un chacun la souscription d'une assurance privée de santé à partir de 2014.

Le Tea Party, aujourd'hui avalé par le puissant appareil du parti républicain, a canalisé vers le terrain institutionnel, électoraliste, des mouvements de base de la droite qui vont ainsi être vidés de leur énergie. Il a repris à son compte, et en partie, les pratiques d'agitation et de mobilisation qui furent celles du gauchisme nord-américain des années 1960. Un peu comme le fit le Front national par rapport aux groupuscules de l'extrême droite française militante. On assiste à une intégration de l'extrême droite dans le système. Mais cette intégration est loin d'être achevée, et la capacité de résistance de ces groupes à la machine institutionnelle dépend pour beaucoup des conséquences sociales de la crise en

C. R.



Nouvelle vague de répression à Oaxaca

LA RÉPRESSION S'ABAT, une fois de plus, sur les enseignants et la population de la ville d'Oaxaca. Le 15 février, des policiers fédéraux, de l'État, des groupes de choc civils et des francs-tireurs, placés sur les terrasses de différents immeubles du centre historique, ont provoqué puis réprimé la protestation pacifique que les Oaxaquègnes, en particulier les enseignants, organisaient en raison de la présence à Oaxaca de Felipe Calderón. Depuis l'après-midi du 14 février, un énorme déploiement des policiers locaux et fédéraux, ainsi que de l'armée, a pris possession de la Grand-Place et des rues environnantes du centre. À 11 h 30, ce mardi 15 février, un groupe d'enseignants appartenant à la 22e section du SNTE-CNTE protestait pacifiquement à l'angle d'une des rues qui mènent à la Grand-Place; à ce moment, la police fédérale préventive (PFP) les a chargés, et deux enseignants ont été blessés, dont le secrétaire à la presse du syndicat, ainsi qu'un compañero du mouvement social qui a reçu une balle à la tête. Face à cette agression, les enseignants se sont défendus et, en manière de protestation, ont retenu trois membres de la police fédérale préventive,

entraînant une prise d'assaut du local de la 22e section - Cepos 22 - où les enseignants retenaient les agents; quatre professeurs ont alors été arrêtés violemment. Vers 14 heures, les manifestants se sont regroupés et ont poursuivi les protestations aux abords de la place, tandis que d'autres personnes se joignaient à eux. Le rassemblement a été dispersé avec des gaz lacrymogènes et des tirs réalisés par des francs-tireurs postés sur les terrasses des immeubles. Un manifestant a été, là encore, blessé par une balle à la tête. À la terrasse de l'hôtel Casa Azul, situé rue Fiallo en centreville, a été vu le chef policier répresseur, Daniel Camarena – que Gabino Cué a hérité de l'assassin Ulises Ruiz -, en compagnie de civils qui portaient des armes longues, probablement des francs-tireurs. Par la suite, des dizaines de camionnettes ont circulé à grande vitesse sur la promenade touristique en direction de l'ancien couvent de Santo Domingo, où se trouvait déjà un barrage de douze militaires à cinquante mètres de son entrée. Ces camionnettes transportaient une partie du cortège des gouvernements fédéral et étatique; les véhicules sont entrés dans la cour de Santo Domingo entourés de policiers fédéraux. À 14h30 environ, au moins cinquante policiers ont arpenté la promenade pour renforcer l'encerclement. Les affrontements entre la police et les manifestants se sont ensuite étendus dans toute la ville. De plus, des militaires et des groupes paramilitaires sont descendus dans le centre-ville pour perpétrer des actes de destruction qui seraient attribués aux manifestants. Dans les mêmes moments, on a pu voir l'arrivée d'un avion de la PFP à l'aéroport d'Oaxaca avec de nouveaux renforts fédéraux.

La plateforme Vocal

Voix oaxaquègnes, construisant l'autonomie et la liberté, lance un appel à l'observation internationale de ces événements qui semblent inaugurer une nouvelle étape du fascisme d'État de la part de Felipe Calderón et de son valet à Oaxaca, Gabino Cué Monteagudo.

Les jeunes anarchistes de Barnaoul ont besoin de votre soutien

Dans la nuit du 1er février 2011 à Barnaoul (capitale administrative de la province de l'Altaï, en Russie), s'est tenue la manifestation Graffiti Art. Au cours de cette action, les représentants de l'élite politique de la Russie actuelle ont été ridiculisés et ont été présentés en tant que «parasites» de la société. La réaction de la police de sécurité publique (qui est en effet la police politique, soutenant le régime totalitaire et étant une des institutions les plus corrompues) n'a pas tardé. Le 2 février 2011, les représentants du Centre E (le Centre pour la prévention de l'extrémisme) ont fait irruption au domicile de trois anarchistes: Serguey Sandine, Daniïle Malichkine et Vitaliy Leonov.

Les activistes ont été amenés à un poste de police. Ils y ont été retenus plus de vingt-quatre heures sans manger ni boire et on les empêchait de dormir. Pendant ce temps-là, la pression (y comprit la violence physique) a été exercée sur les jeunes activistes, afin qu'ils «avouent tous» et «balancent» leurs camarades à la police de sécurité publique. Les actions des agents de la police ont provoqué une grave crise d'asthme chez Serguey.

Plus tard, au cours de la prétendue perquisition (illégale, car sur une feuille d'autorisation de la perquisition, il n'y avait pas de sceau), les agents de la police ont saisi certaines affaires personnelles des activistes dont trois ordinateurs et du matériel bureautique.

Des dégâts causés pendant la manifestation artistique sont insignifiants (à peu près 1000 roubles, soit 25 euros). Bien qu'il n'y ait aucune preuve de la participation à cette affaire de Serguey, Daniïle et Vitaliy, une procédure pénale a été déclenchée par les représentants du Centre E sur la base de l'article 213 du Code pénal de la Fédération de Russie : «Hooliganisme pour des motifs de haine politique commis et prémédité par un groupe de personnes. » Cet article prévoit une peine d'une durée maximale de sept ans d'emprisonnement.

Pour payer les frais d'avocat, Serguey, Daniïle et Vitaliy ont besoin d'argent (120000 roubles soit 3000 euros). Cette somme est trop élevée pour les jeunes activistes puisque tous les trois sont des étudiants issus de familles aux revenus modestes.

Il y a seulement un mois, ces activistes ont organisé un concert afin de récolter de l'argent pour un orphelinat. Aujourd'hui, nous comptons sur vous pour les aider car dans un pays totalitaire chacun de nous peut se trouver dans la même situa

Relations internationales «de la Fédération anarchiste

Une souscription est ouverte afin de leur venir en aide.

Vous pouvez envoyer vos chèques à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris (mention « Soutien anarchistes russes »).

Réflexions et pérégrinations pénitentiaires

Il y a un peu plus d'un an, trois professeurs du lycée de Provins nous invitaient à venir présenter notre journal dans le cadre d'une journée de culture générale dispensée à des élèves qui avaient été intéressés par la lecture de courriers de prisonniers publiés dans plusieurs numéros de L'Envolée. Ces quelques heures passées avec des élèves de première et de terminale avaient été très enrichissantes, et nous nous étions promis de nous revoir pour approfondir l'ensemble des thèmes que nous avions abordés autour de la justice et de la prison. Quelques mois plus tard, un incident à la fois malheureux et tragique s'est produit dans cette cité médiévale: suite à une bagarre entre deux élèves du lycée et un éducateur sportif, celui-ci est décédé. Les deux jeunes gens ont été immédiatement inculpés d'homicide et écroués. L'un était l'élève d'une des professeurs qui nous avaient invités. Après nous avoir contactés pour avoir des renseignements sur son lieu d'incarcération, les parloirs, le courrier, elle a rapidement décidé de lui rendre visite au centre pour jeunes détenus de Fleury-Mérogis pour les raisons qu'elle explique dans le texte qui suit. Elle nous a téléphoné juste après le premier parloir pour nous

dire tout ce qu'elle avait ressenti en «entrant» dans cette prison pour mineurs: extrêmement choquée, elle éprouvait le besoin de parler de tout ça. Nous lui avons alors conseillé d'écrire et de décrire autant ses impressions que sa colère; ce qu'elle a fait, avec ses mots, sa pensée, son émotion. Avec son accord, nous avons choisi de publier cette lettre pour plusieurs raisons. C'est très rare qu'un proche ou une famille confie de cette façon tout l'étonnement, le dégoût et l'incompréhension que peut provoquer le contact direct et bien concret avec le monde carcéral, même lorsque l'on n'est pas enfermé soi-même, même lorsque l'on n'est que « visiteur ». On comprend rapidement que cet professeur était déjà convaincu du rôle politique et social et des effets plus que néfastes de la prison; mais les mots employés dans tout le texte traduisent le passage d'une critique théorique de la justice et de la prison à une plongée in vivo dans ce monde. D'autant qu'il s'agit d'une prison pour mineurs – non pas que l'enfermement des adultes soit justifiable, nous le répétons à longueur de pages -, mais l'incarcération des enfants est plus choquante.

L'Envolée



VOILÀ LE DISCOURS CATHO-BOURGEOIS de la rédemption, la jolie zonzon pour le vilain petit garçon, l'affreux jojo que l'on va remettre sur le droit chemin. Que d'hypocrisie, c'est vers la mort sociale qu'on le conduit, on lui ôte sa tunique d'humanité. Vengeance, engeance, je les entends vociférer la bouche pleine de venin: «C'est pas nous, c'est lui qui a tué! Il doit payer! Œil pour oeil, dent pour dent! Il doit payer! C'est pas nous, c'est lui!»

Que doit-il payer? Son ticket pour continuer à vivoter dans un monde qui s'apparente de plus en plus à la prison – les murs se resserrent –, que celui qui se croit libre lui jette la première pierre!

Je l'entends ce monstre bicéphale, cette foule hystérique qui se dresse comme un échafaud au-dessus de sa tête. Me voici au quartier des mineurs de Fleury-Mérogis, je rends visite à un jeune de 16 ans enfermé entre les quatre murs d'une cellule pour avoir tué. Moi qui n'ai jamais cru au bienfondé de la punition, on ne construit pas en détruisant, je suis témoin de la machine à broyer. Je crois que toute la conscience intellectuelle que l'on peut avoir de la prison n'est rien à côté de l'expérience que l'on peut en faire, même en tant que simple visiteur. Il s'opère comme une descente aux enfers, on touche du doigt toute son horreur. Mis au ban de la société, jeté dans les oubliettes à tout jamais. Les prisons, la plupart du temps, sont éloignées de tout, reléguées dans des no man's land, cette populace de bagnards doit être isolée afin de ne pas contaminer le corps social. Pas trop loin cependant, car elles doivent être là comme une menace, comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes.

Enfin trêve de digressions, me voici en face de cette forteresse d'un nouveau temps. De la grisaille au milieu d'un terrain vague, un air de cité pour ne pas dépayser les pauvres. Vous retournez à la case prison, dans le labyrinthe de la banlieue comme un ciel sans bleu, au cas où l'on aurait oublié que la lame de guillotine était d'un gris acier, tranchant. Il y a du vice dans le choix même de la couleur. Même pas peur, je rentre dans la salle d'accueil des familles, qui n'a d'accueillante que le nom. Il faisait froid ce jour-là, nous étions assis sur des bancs de bois. La saleté incrustée, une odeur de vomi moisi, une machine à café - il n'y a pas de petits profits, il faut continuer à racketter les plus démunis, surtout eux. Ce qui m'interpelle c'est qu'en dépit de cette misère crasse une solidarité puisse exister. On m'explique à moi la néophyte: que je dois laisser mon portable dans un casier, qu'il est interdit d'avoir un sac à main, que je dois retirer ma ceinture, et que mes bottes ne doivent pas avoir de fermeture éclair. Me voilà éclairée! Ces visiteurs m'ont adoptée comme si je faisais partie de leur famille, comme si je portais les stigmates d'infamie. Il me faut attendre, je ne peux rien décider, l'administration pénitentiaire te fait comprendre qu'elle seule détient les clefs au sens propre et figuré de cette possible rencontre avec l'Enfermé. En attendant, je partage des tranches de vie, j'habite pour un instant le destin familial de ces damnés de la Terre. Ce qui me choque le plus, c'est que ces gens portent le masque de la misère, j'ai le sentiment de faire une plongée dans un roman de Zola. Me revient à l'esprit cette réplique des Oubliés de Bunuel: «Celle qu'il faut enfermer, c'est la misère!» Il est vrai que si tu vis dans le luxe, tu n'as aucune raison de voler un portable. Si tu es pauvre, c'est déjà un délit, on t'attend au tournant. La justice est une injustice de classe, car qui sont les juges sinon des nantis?

La jeunesse est un crime. Je me souviens du jour où je suis allée chez le boucher de ma petite ville de province. Ironie du sort, le boucher, les mains dans la barbaque me dit: « Quelle horreur que la violence! Un crime, ô que la jeunesse est un crime!» Il évoquait le crime commis par le jeune détenu que je suis allée visiter. «Ça peut arriver à n'importe qui!» s'exclame-t-il. Moi j'avais bien compris ce qu'il voulait dire, que j'aurais pu me faire égorger comme le mouton de sa vitrine, mais pour en finir avec cette logorrhée poujadiste, je rétorque d'un air entendu: «Quoi, de tuer quelqu'un?» En effet on est tous des assassins. D'ailleurs j'en suis convaincue: il n'y a pas de moutons noirs ni de moutons blancs, il n'y a que des moutons gris. Ce jour-là, dans cette petite ville aux accents balzaciens, on avait tiré les rideaux de fer, on avait manifesté contre la violence dans une orgie de bêlements terrifiants. Pourtant le loup n'était déjà plus dans la bergerie. Il y a des jours où j'ai plus de sympathie pour le loup que pour le mouton. Basta! Je me dissociai du troupeau, Panurge, ça suffit! On m'a dit: «Attention, tu te fais remarquer à te désolidariser du troupeau, ta laine vire au noir!» Le drapeau noir m'a toujours plus séduite que l'angélisme

On me lance: « Tu cautionnes un acte aussi barbare que le crime d'un bon père de famille! » Il est vrai que je trouve que cet acte est barbare, mais je dissocie l'être qui a commis l'acte de l'acte en tant que tel. Je considère qu'une vie en moins c'est déjà un gâchis sans nom, alors pourquoi en sacrifier une autre sur l'autel de la vengeance? Si on condamne l'acte de tuer, pourquoi accepte-t-on la mort sociale pour l'assassin? Penser guérir le mal par le mal est le comble de l'absurde car on multiplie le mal, on ne l'annule pas.

Me vient à l'esprit la réaction des gens lorsqu'ils apprirent le crime commis par le jeune homme: «C'était un nounours, on ne comprend pas, il était sympa, pas du tout agressif, ce n'est pas possible, un gentil garçon comme lui!» Alors naïvement je leur demande de témoigner, d'écrire des courriers, de signifier qu'il n'était pas un monstre sanguinaire, un alien, mais simplement un être humain avec toutes les contradictions qui nous caractérisent. Alors là, de



vrais ballons de baudruche! Tous des dégonflés! Pourtant qu'est-ce que tu risques à ne dire que la vérité, rien que la vérité. La moutarde me monte au nez, il y a des jours où l'humanité me fait honte. Ce sont eux les

«Tu sais, me disent certains pour justifier leur manque de courage, je ne peux pas te faire un témoignage, car ce serait cautionner son acte!» ou alors «Tu comprends je connais la famille de la victime, je ne peux pas prendre parti!» Que de faux arguments, il ne s'agissait pas de parler de l'acte mais du comportement du jeune homme avant l'acte fatal. En outre, la justice en laquelle ils croient jugera de l'acte. On ne leur demandait pas de faire justice euxmêmes. Seulement de témoigner de l'attitude générale du jeune homme avant le crime.

Selon eux, il était hors de question de se salir les mains, ils ne voulaient pas être éclaboussés par la violence du crime. Il me semblait que tous ces témoignages, bien que je n'approuve pas cette pratique d'enquête sociale, pourraient éviter une condamnation trop sévère. Il était sorti de leur univers, il ne faisait plus partie de leur monde. Je les ennuyais à vouloir le ramener à leur conscience.

Je me souviens de cette éducatrice avec qui j'étais entrée en contact pour témoigner en faveur du jeune homme et qui m'avait dit qu'en effet c'était un gentil garçon mais qu'il avait dû se tromper de casting. Je suis restée interloquée car pour moi il ne s'agissait pas d'un mauvais film de série B mais d'une vie tuée dans l'œuf. Si tu te trompes de rôle, tu n'auras pas le droit de rejouer la scène, tu seras condamné sans rémission. Tu te dis que cette femme doit penser que certains ont le profil idéal du tueur, ce qui peut faire frémir de la part d'une éducatrice. Moi je pense plutôt que l'on est tous des assassins potentiels, tout dépend des hasards et des circonstances que nous réserve la vie.

Au secours! Un crime à 16 ans et aucune issue en vue, sinon celle des miradors. Pourtant j'avais en vain tiré la sonnette d'alarme, je savais qu'il était en souffrance d'une enfance à vif, mais tout le monde faisait l'autruche. J'accuse la société de ne pas être intervenue à temps et de ce fait d'être responsable de deux morts, l'une physique et l'autre sociale.

Je reviens à cette soi-disant salle d'accueil des familles. Je revois ces gens me parler de leurs enfants de 14 ou 13 ans enfermés entre quatre murs. Je sens en eux ce désir de se justifier comme si, en plus de leur souffrance, ils étaient responsables de l'incarcération de leur enfant. Je devine les difficultés dans lesquelles ils se débattent, la misère qui les tenaille. Ils arrivent à peine à survivre et on leur reproche de ne pas être des parents parfaits! Je reviens à cette éducatrice qui s'est permis de juger le père du jeune homme incarcéré en disant qu'il avait été trop laxiste.

Que fait-elle de la souffrance de cet homme? Comment peut-on prétendre juger quelqu'un, donner des leçons d'éducation? Un moment elle me parle des parents des mineurs incarcérés en me disant qu'ils présentent toujours leur progéniture comme des saints. Je trouve plutôt sympathique que les parents continuent à soutenir leur enfant dans l'épreuve qu'ils traversent. Culpabiliser les parents me semble une réaction trop simpliste. On vit dans une société, non pas dans une cité idéale. Remettre la société en question serait de la part de l'éducatrice mettre en danger son rôle social.

Un père me raconte que le contrôleur du bus vient de lui coller une amende car il n'avait pas oblitéré son ticket. Il ajoute que le contrôleur connaissait la destination de l'autobus et aurait pu avoir un peu d'humanité. Tout le monde le sait : les géniteurs de délinquants doivent être pour quelque chose dans le comportement de leurs enfants. Ce genre de réflexion réactionnaire évite aux sous-fifres garants de l'ordre social une réflexion politique qui remettrait en question leur confort intellectuel personnel. Il y a eux, les honnêtes gens et, de l'autre côté, la racaille. Cela rassure le petit homme de savoir qu'il existe plus méprisable que lui.

La prison est un moyen de contrôle social pervers qui fait appel aux plus bas instincts de l'homme. Aucun animal à part l'homme n'emprisonne ses semblables. Cette pratique est un signe évident de perversion : l'homme est un animal dénaturé. Ainsi, avant d'arriver jusqu'à cette salle d'accueil, il faut avoir pris rendez-vous la veille par téléphone à la prison. Sans faire d'humour, les gens qui réceptionnent votre appel sont aimables comme une porte de prison. Au cas où vous seriez complice du criminel, tout le monde le sait : ces choses-là sont contagieuses. Je donne le nom du détenu, on me répond que seul compte le numéro d'écrou. On retire au prisonnier tout ce qui lui reste d'humanité et d'identité, on nie tout ce qui le relie à sa vie passée, il n'est plus qu'un numéro.

Ensuite, c'est le parcours du combattant. Tu veux visiter un paria, tu vas en baver! Les prisons dernier cri sont éloignées des centrevilles, il ne faut surtout pas mélanger les torchons et les serviettes. Attention, car parfois les torchons brûlent! Si tu n'as pas de voiture, charmant, les transports en commun ont un air de bout du monde. Une fois sur place, te voilà à attendre le bon vouloir de l'administration pénitentiaire qui ne déride pas. Le premier sas ouvert, tu passes de sas en sas. Les portes s'ouvrent et se referment sur toi. Détecteur de métaux après détecteur de métaux, tiens Monsieur a oublié de retirer son portable dans l'émotion de revoir pour la première fois son fils, Monsieur repartira à la case départ. Il passera son tour jusqu'à la semaine prochaine.

Enfin, après avoir parcouru le dédale des couloirs, Ariane y perdrait son fil mais le



Minotaure is watchin'you, tu arrives en face d'un guichet où tu montres tes papiers d'identité, le maton cherche ton droit de visite. J'avais eu l'idée d'emporter des livres pour en finir avec les heures mortes. Le regard inquisitorial des matons décide si les livres apportés sont de saines lectures. La prison est un État dans l'État, les prisonniers n'ont même pas le choix de leur lecture. ô France, pays de Voltaire et de Victor Hugo! Nous voici revenus au temps de l'index: le maton me regarde d'un oeil torve : que d'outrecuidance, j'avais apporté une revue de rap! Vous n'y pensez pas, une musique de racaille dont les paroles poussent à la révolte. Ah! Si c'était seulement possible!

Après un dernier détecteur de métaux — au cas où j'aurais trouvé une kalachnikov dans le couloir — me voici enfin au parloir. Il est dans un piteux état, à l'image de toute la prison. Des graffitis comme des appels au secours dénoncent la violence des matons. Je suis seule, on a refermé la porte derrière moi. À ce moment, je touche du doigt pendant quelques secondes le sentiment de

claustrophobie que doit ressentir tout prisonnier. Je suis pourtant du bon côté du mur, si je puis dire. Un petit muret me sépare du détenu mais je pourrai, le serrer dans mes bras si je le veux. Par la porte des détenus entrouverte, à ma grande stupeur, je vois passer des gamins de 13 ans... Une société qui enferme ses enfants doit être vraiment malade. Je suis convaincue que la prison n'est pas un terreau propice à leur croissance.

Je vois des matons plaquer des jeunes contre le mur. Un rapport de force physique s'instaure: il me semble que ces matons essaient d'en imposer aux petits de 13 ans, comme c'est glorieux! Pourquoi dénoncer la violence de la jeunesse si c'est pour reproduire le même modèle. Est-ce qu'être maton signifie détenir un droit à la violence légale?

La prison est une barbarie sans nom, elle est la preuve que la société est incapable de donner une place à tous les êtres humains qui la constituent. Elle est là comme un constat d'échec, comme une plaie béante, un monstre avaleur d'enfants.

61^e Berlinale

Festival international de cinéma de Berlin

Heike Hurst

LE FESTIVAL S'EST DÉROULÉ sous le signe d'une résistance internationale aux sanctions prononcées contre Jafar Panahi et Mohammad Rasoulof¹. Dès l'ouverture, la chaise inoccupée de Panahi était sur scène et elle y fût ramenée pour la soirée de clôture. Depuis, elle a été mise sur la scène du Châtelet pendant la distribution des Césars.

A l'ouverture du Festival, Isabella Rossellini, présidente du Jury, lisait une lettre de Jafar Panahi: «On m'a condamné à 20 ans de silence. Dans mes rêves, je crie très fort pour qu'advienne le temps de la tolérance mutuelle et du respect de la différence de nos opinions...». Le jour anniversaire de la révolution islamique, le 11 février, certains quotidiens berlinois avait coloré leurs pages en vert, couleur emblématique des manifestations réprimées à Téhéran. Berlin reste mobilisé et les manifestations de solidarité continueront. Le cinéaste Alexander Kluge proposait de mettre en commun nos pages Web pour servir de relais à la circulation de l'information...

L'attribution de l'Ours d'Or à Jodaeiye Nader az Simin (Nader et Simin, une séparation) d'Asghar Farhadi, doublée d'un prix d'interprétation pour toutes les actrices et tous les acteurs du film, est un geste politique fort, même si d'aucuns diront que la victoire d'un film iranien dans ce contexte, peut au contraire passer pour un comble d'opportunisme. Ce film sensible est l'histoire complexe d'un divorce. Un père voudrait s'occuper de sa fille, encore lycéenne, mais ne peut abandonner son propre père souffrant de la maladie d'Alzheimer. Une femme du peuple, embauchée pour soigner le vieux père, donne une leçon de dignité à ces représentants d'une classe moyenne arrogante pour lesquels tout s'achète. Elle insiste avec force sur la question de l'argent au vu des problèmes religieux que ce travail lui pose. Elle appellera même une hotline pour savoir si elle ne commet pas un péché en lavant le vieux monsieur. Peu de films posaient avec une telle conviction des questions à la fois candides et essentiellespour les personnages comme pour les specta-

True Grit, un western des frères Joel & Ethan Coen d'après le roman de Charles Portis², inaugurait le Festival. (Sortie en France le 23 février.) Le personnage dominant du film, la petite Mattie, 14 ans, (Hailee Steinfeld), recrute un Marshal, Rooster Cogburn (Jeff Bridges), pour retrouver l'assassin de son père. Elle impose sa présence et se fait respecter par des hommes rudes qui ne font pas de cadeaux. Un western savoureux, où certains mythes du Far West sont revus et corrigés. Les acteurs racontaient que la jeune actrice avait si bien intégré le personnage de Mattie, qu'elle faisait payer les jurons proférés sur le plateau. Elle aurait ainsi engrangé une somme supérieure à son cachet.

Il a fallu plusieurs jours et pas mal de films avant de rencontrer des personnages aussi déterminés que cette adolescente.

El premio (Le prix) de Paula Markovitch commence par les pas de plus en plus hésitants d'une petite fille sur une grande plage déserte. La petite Ceci (Paula Galinelli Hertzog) ne peut pas avancer parce qu'elle a des patins à roulettes aux pieds. Elle a échappé avec sa mère aux soldats de la junte. Récit autobiographique d'une enfance sous la dictature en Argentine, le film fait une grande place à la nature sauvage et à la solitude de ces deux personnes, échouées là comme du bois mort sur le sable. Mère et fille s'installent dans une baraque abandonnée en attendant de savoir ce qui est arrivé au père de la petite fille. Elles enterrent leurs livres dans le sable, mais la mer déchaînée les fait resurgir et flotter sur l'eau. Leurs pauvres emballages n'ont pas résisté. La petite fille veut aller à l'école où elle ne peut rien révéler des raisons de leur présence à cet endroit. Alors qu'elles fuient, elle essaie encore par tous les moyens d'aller chercher son fameux prix. La mère et l'institutrice empêcheront la découverte de leur histoire, et la persécution qu'elle signifierait.

Schlafkrankheit (La maladie du sommeil) d'Ulrich Köhler: ce troisième film du réalisateur après Bungalow et Montag... fait le procès d'une certaine aide aux pays en voie de développement, de l'OMS et des ONG, des gens qui y vont, de ceux qui y restent et qui succombent, comme des drogués, à la tentation et aux mystères de l'Afrique, et qui ne pourront plus jamais repartir. Des situations à la fois comiques et graves agissent comme autant de reflets de la trajectoire et de l'expérience du réalisateur. Enfant, il a vécu au Cameroun, où ses parents étaient coopérants. Le néocolonialisme est pointé du doigt, la corruption et les petits arrangements avec les crédits de développement font partie intégrante de cette histoire pourtant avant tout personnelle. L'hippopotame qui sort de la jungle et va tout droit dans l'eau, signe la fin d'une époque et l'heure des choix, en une majestueuse métaphore pour nous tous, qui ne savons pas toujours où nous mettons les pieds.

Wer, wenn nicht wir (Qui d'autre que nous) d'Andres Veiel... Veiel était jusqu'à présent, un documentariste inspiré et reconnu pour avoir creusé le mal-être d'une société toujours impuissante à faire son deuil du passé. Son premier film de fiction cherche à mettre en lumière les moments décisifs de nos existences, ces instants où tout peut basculer. Le cinéaste fait le choix pour sa première oeuvre fictionnelle, d'analyser un moment mal connu de l'histoire de l'Allemagne récente : qui était Gudrun Ensslin avant de rencontrer Baader et avant de s'engager dans la RAF3? Qui était Bernward Vesper, son compagnon, écrivain et auteur du livre Die Reise (Le Voyage) et pourquoi se suicida-t-il? Tous deux étaient de milieux fort différents et pourtant semblables. Ensslin reprochait à so re pasteur d'avoir su et de n'avoir rien fa e père de Vesper publiait sous le nazisme une littérature exaltant «la terre et le sang». L'auteur a mené ses recherches sur tout ce qui a précédé la création de la Fraction Armée Rouge et ce qui a entraîné l'émergence des mouvements d'après 68. Comme si nous traversions le miroir de ce vécu qui est le nôtre et de ses effets dramatiques sur plusieurs générations.

La 3D en question : à bas les lunettes! L'événement phare de cette Berlinale était la projection de plusieurs films en 3D. Nous avons pu voir les différences de qualité et d'exécution de films réalisés dans une technique pas encore parfaitement maîtrisée.

Les Contes de la nuit de Michel Ocelot (réalisateur de Kirikou et Azur et Asmar) est un film de purepoésie, servi par le raffinement des couleurs, la beauté des dessins et le merveilleux des contes, où humains et animaux sont représentés par des silhouettes découpées... Michel Ocelot au meilleur de sa forme.

« Rendre aux danseurs leur corps en trois dimensions », tel était l'enjeu que Wim Wenders

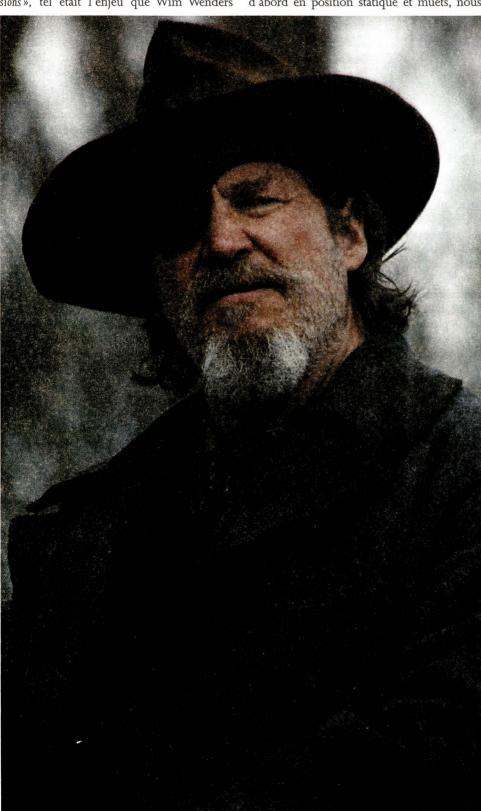
s'était fixé pour réaliser Pina, son film sur Pina Bausch. Pendant deux ans, il a suivi les progrès accomplis par la 3D pour réussir son pari: filmer «l'infilmable», à savoir les corps des danseurs en mouvement et l'espace de la scène en trois dimensions. Son intriguant Pina, consacré à la chorégraphe de Wuppertal et aux danseurs du Tanztheater, est à la fois monument au souvenir et hommage appuyé à une disparue. La vraie surprise du film est qu'il réussit à donner un visage à tous ces danseurs, filmés d'abord en position statique et muets, nous

faisant face. Leurs voix, qu'on entend alors, apportent une note individuelle et personnelle et témoignent de ces années de travail avec Pina Bausch, maîtresse femme et danseuse de génie. Le film choisit des passages de ses pièces emblématiques: du Sacre du printemps à Café Müller, jusqu'à Vollmond, et des extraits signifiants de Kontakthof dans ses trois versions : celle d'origine, celle avec les «messieurs dames de plus de 65 ans» et celle dansée par des jeunes, dernier travail que Pina Bausch a encore pu superviser : Tanzträume («Rêves dansés» ,toujours programmé à Paris. Voir les danseurs se déployer dans l'espace somme toute étriqué d'une ville comme Wuppertal reste la vraie surprise du film.

La grotte des rêves oubliés...

Werner Herzog a réussi à convaincre des scientifiques réticents de filmer en 3D à l'intérieur de la grotte Chauvet, en Ardèche, -30 000 ans d'Histoire -. Sans la 3D, il aurait été impossible de représenter fidèlement l'effet que produisent les parois et leurs inclinaisons, failles et protubérances. Herzog disposait d'une heure. Il s'est servi d'une petite caméra à cause de l'exiguïté de l'accès à la grotte, accès par ailleurs strictement réglementé, même pour les scientifiques. Le discours de Herzog, à la fois follement enthousiaste et sérieusement philosophique, est très convaincant. Sa mission, comme il la présente, est d'amener le public dans la grotte, là où il ne pourra jamais entrer, pour contempler ses merveilles. Les parois sont d'une blancheur immaculée, les dessins d'une fraîcheur intacte, les animaux représentés avec fluidité et précision. La seule note comique reste la voix du réalisateur qui parle anglais avec l'accent bavarois. Puisque Herzog sacralise tout, les sceptiques pourront facilement ironiser.

Sans ironie, car déjà pris dans la folie, Nietzsche aurait embrassé un cheval que l'on martyrisait sous ses yeux à Turin: A Torinoi lo («Le Cheval de Turin») de Béla Tarr est beau, sérieux, mais assez creux. Sur son pays, la Hongrie, passée à droite, il dit «Le gouvernement doit partir, pas moi!» Béla Tarr quant à lui, est reparti avec le Grand Prix du Jury.



^{1.} Panahi et Rasoulof sont condamnés à six ans de prison ferme et à vingt ans d'interdiction de créer assortis d'une interdiction de quitter le territoire, pour un film qu'ils n'ont pas encore tourné, et dont il leur est interdit de parler, sur la répression des manifestations à Téhéran.

Signalons que la Cinémathèque française passe tous les jours un film de Panahi à 18 heures.

Roman à succès, adapté au cinéma en 1969 par Hathaway, avec John Wayne dans le rôle du marshall.

Fraction Armée Rouge ou la « bande à Baader» pour la presse à sensations.

Marc Trivier et la tragédie de la lumière



Xavier-Gilles

IL IMPORTE CES JOURS-CI de s'élever au troisième étage de la Maison européenne de la photographie pour contempler la rétrospective consacrée à l'œuvre de Marc Trivier (né en 1960 en Belgique), l'une des plus intenses et radicales de ces trente dernières années¹.

L'enfant prodige

À la fin des années 1970, après avoir subi l'ennui sur les bancs des écoles, il décide - alors qu'il n'a pas 20 ans - de parcourir le monde pour photographier les artistes et écrivains qu'il admire, avec le vieux Rolleiflex de son père. Les modèles posent le plus souvent assis, chez eux, de manière frontale, sans lumière artificielle, face à l'appareil fixé sur un trépied. Le retardateur laisse sa part au hasard. Ce qui surprend, c'est que les plus grands créateurs de l'époque, aux corps vieillissants pour la plupart, aient accepté d'ouvrir leur porte à ce jeune inconnu pour se laisser photographier. L'ensemble est impressionnant: Francis Bacon, William S. Burroughs, Allen Ginsberg, Willem de Kooning, Michel Leiris, Bram Van Velde, Robert Frank, Andy Warhol, Samuel Beckett, Jean Dubuffet, E.M. Cioran, Thomas Bernard, Jorge-Luis Borges, John Cage, Michel Foucault ou Jean Genet, entre d'autres. Entre présence et absence, les modèles semblent scruter l'énigme de leur image en train de se

faire. «J'ai l'impression qu'ils ont vu quelque chose, note Trivier, quelque chose de l'ordre du chaos, de la perte de soi, de la dépossession. » Avec le même appareil, il fait aussi des portraits de patients d'hôpitaux psychiatriques, de saisissantes images de bêtes conduites à l'abattoir, et des scènes d'équarrissage.

Il utilise un Brownie des années 1940 pour faire à la box des paysages et des «portraits» d'arbres solitaires aux branches sèches et torturées. Le viseur de l'appareil étant cassé, le cadrage revêt une dimension aléatoire, et, surtout, le boîtier au carton fatigué n'étant pas étanche à la lumière, celle-ci brûle les bords de l'image et produit des traînées blanchâtres. Trivier aime de tels accidents. Il ne recadre ni ne retouche ses photographies et laisse les liserés noirs du négatif, ce qui redouble l'impression d'isolement du sujet pris dans l'espace délimité.

Il réalise lui-même ses tirages sur papier baryté Ilford, consacrant plusieurs jours de travail à chacun, avec une concentration particulière pour rendre les blancs, par contraste avec des noirs d'une rare densité. Un tirage de Marc Trivier ne ressemble à aucun autre. Lorsqu'il accepte de les exposer, il les suspend dans des cadres en inox de sa fabrication, laissant libre cours à la vie du papier.

À la fin des années 1980, l'œuvre de

Trivier s'impose au «monde de l'art» et le jeune photographe semble promis à une lucrative carrière internationale. Ses photographies sont exposées, un livre magnifique est publié, et il reçoit le prestigieux «Award» de l'International Center of Photography de New York. Mais il n'est pas dupe de ce succès naissant et sa sensibilité à fleur de peau - la beauté d'une lumière peut le mettre au bord des larmes - va le conduire à se couper du grotesque «monde de l'art» lié à la spéculation financière. Un événement a joué à cet égard un rôle déterminant. Après la réception de son prix en 1988, une publication fut distribuée dans le métro de New York avec ses images en couverture et un article aux commentaires racoleurs, du type: «Trivier, le photographe à la recherche des génies et des fous. » Peu de temps après, il recevait la lettre d'une femme manifestement fragile et connaissant bien les médecins psychiatres, qu'elle ne portait pas dans son cœur, qui lui disait: «Vous êtes pire que les médecins. » Il en fut bouleversé, n'ayant jamais cherché à se faire de l'argent sur le dos des pauvres gens, fussent-ils des génies. Ne pas être indigne est son souci constant. La première personne à qui il donne une image est toujours celle avec qui il l'a faite. À la prison de Clairvaux, où il allait régulièrement pour parler de photographie avec les détenus, il s'abstint de faire leur portrait pour ne pas tomber dans la théâtralité dont se sert l'institution pénitentiaire afin de s'insinuer dans l'imaginaire du plus grand nombre.

Léo, l'anarchie et l'utopie

L'éthique de Trivier n'est pas sans lien avec l'esprit d'anarchie dont il s'est nourri très jeune par l'entremise de Léo Ferré, qu'il écouta par hasard vers 14-15 ans. « Sur le moment, se souvient-il, je n'ai pas compris ce qui m'arrivait [...], je m'étais mis à pleurer sans savoir pourquoi [...] puisque de toute façon je ne comprenais rien aux mots qui étaient dits sauf que je me suis rendu compte que je les mémorisais au fur et à mesure que je les entendais. » Il décida alors

d'écouter tout ce qu'il trouverait de Ferré. «La première fois que j'ai lu le mot "anarchie" c'était sur la pochette du disque suivant que j'ai été chercher à la médiathèque et qui s'intitulait Amour Anarchie...» 1979, à 18 ans, il part à Castellina in Chianti pour le photographier et en rapporte un portrait d'une grande douceur. «J'étais arrivé par le train à Florence, raconte Trivier, puis un bus au trajet interminable [...] et à l'arrêt, Marie qui attendait avec la Citroën de l'époque (une CX je crois, car il n'a jamais eu de Rolls le père Léo et puis ce n'était jamais lui qui conduisait... c'était Marie). »

Après cette rencontre, sa perception du mot «anarchie» a dérivé lentement, complexifiant ce que

Trivier contre-dessinait à mesure qu'il s'intéressait à l'histoire: la guerre civile espagnole, la Commune, Proudhon, Rosa Luxemburg et, plus tard, Makhno, qu'il découvre en s'intéressant à Andréï Platonov. Il commence alors «à lier le terme d'"anarchie" avec celui d'"utopie", au sens où une utopie est une contre-proposition dont on se fout du fait qu'elle soit viable ou pas, mais qui sert à vérifier, à jauger, à comparer, avec ce dans quoi l'on vit, contraste sans lequel on serait fichu de croire que ce qui nous arrive est incontournable » (et c'est justement će qui nous arrive aujourd'hui). Tout le travail de Trivier - ses photographies, ses films, ses textes - comporte ainsi une dimension réflexive de mise en question radicale, et constitue autant d'actes de résistance. «On produit contre, par hostilité, par rejet, pour se démarquer des discours ambiants, de la bêtise de la consommation de tout pour tous, du libéralisme optimiste, de l'amnésie entretenue, du contentement gonflé aux notions psychologiques à la "moi-je", [...] contre l'absence de ceux qu'on aime et qui ne reviendront jamais s'asseoir à table, contre l'oubli, contre l'usure, contre soimême. »

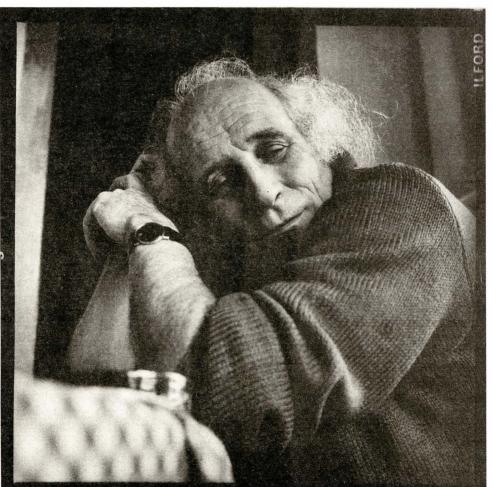
Malgré les sollicitations de marchands et de collectionneurs fortunés, il a pris la décision de ne plus vendre ses images. « La question de la sur-valeur induite par le fétichisme d'un moment de la culture qui privilégiait le geste de l'artiste ne m'intéresse pas. » Il préfère vivre retiré à Haut-le-Wastia, où il s'occupe d'un pur-sang caractériel et d'une forêt. Il gagne sa vie avec

suite de huit images d'une même série et sans composition avec son vieux Kodak Box, quasi un sténopé. Pour que cela «fonctionne» et qu'il retienne la planche, la condition principale est qu'aucune image ne s'impose au détriment des autres.

La rétrospective de la MEP, qui présente une centaine de tirages de grand format (50x50 cm) réalisés entre 1980 et 2010, tient donc du miracle («miracle» qui s'explique comme contrepartie à la participation de la MEP au financement du nouveau film de l'artiste: D'un lent regard). Elle donne à voir l'enjeu principal du travail de Trivier, qui utilise la photographie comme art de l'écriture de la lumière, pour donner un sens singulier à la

question qui l'obsède depuis des années: qu'est-ce que l'immanence? La vision d'une broderie irradiée par le contre-jour dans l'un de ses derniers por-(Mahmoud traits Darwich, 2008) lui inspire une esquisse de réponse: «De trentecinq ans de pratique photographique, d'obsessions, c'est peut-être ça qui reste: un mode d'enregistrement singulier de la brûlure de la lumière, décliné d'une image à l'autre, en une succession de propositions qui se ressemblent et, pourtant, chacune est aussi singulière que la fraction de temps auquel elle renvoie. » Les photographies de Marc Trivier écrivent une tragédie de la lumière, celle-ci n'accueillant les êtres - hommes, arbres ou bêtes - qu'en les brûlant, avant disparition. Précisément ce que «la morne et mensongère émasculation

qui fait l'imbécile imagerie de la publicité, du "soyons tous heureux" » tend à occulter pour dominer plus efficacement les corps et les



toutes sortes de métiers, il enseigne ou fait des chantiers (quand il était plus jeune, repeindre en quelques jours un appartement avec des amis était comme une mission commando pour gagner de l'argent facilement et se payer le billet d'avion qui lui permettait de voyager à travers le monde).

La tragédie de la lumière

Se répéter lui fait honte. Il ne tire donc plus ses anciennes images – le papier Ilford qu'il utilisait n'est d'ailleurs plus commercialisé –, et il fait très peu de nouveaux portraits. Ces dernières années, il a inventé un nouveau procédé, permettant de suggérer l'écoulement du temps par la capture de la lumière, qui consiste à construire une planche avec une

1. « Marc Trivier, photographies 1980-2010», Maison européenne de la photographie, Paris, du 9 février au 3 avril 2011. Un livre écrit avec J.-C. Bailly et un film — Seul, ... D'un lent regard — accompagnent l'exposition. Est toujours disponible *Le Paradis* perdu, suggestif recueil d'images et de textes de Trivier, publié par Yves Gevaert en 2001.

C'est pas du cinoche!

Décès de Stéphane Rigo

Nuit d'ivresse

John Galliano a fait la une des journaux en balançant, alors qu'il était ivre mort, des insultes antisémites. La fashion week prend donc des airs de « facho-week » si on rajoute à ça les scores de Marine Le Pen dans les sondages, l'arrivée d'un autre ancien d'Occident au gouvernement, et la saillie de Chantal Brunel qui souhaite « remettre dans un bateau » les immigrés venus du Maghreb. Le fond de l'air est brun.

Vivre et laisser mourir

Le régime libyen n'en finit pas de réprimer sa population. Ni les pays arabes ni les Occidentaux ne bougent le petit doigt, l'œil rivé sur le prix du pétrole. La population lybienne, elle, n'a pas fini de compter ses morts.

Ma saison préférée

Tandis que le printemps s'annonce, Chirac, lui, attendra l'automne prochain pour passer en procès. Pour quelqu'un qui était pressé de s'exprimer, il a l'air drôlement ravi de voir son procès reporté.

L'âge de glace

Selon les dernières observations satellites, une accélération de la fonte des glaces polaires a lieu. Conséquence envisagée : d'ici 2050, les océans monteraient de 32 cm. Apprenons à lutter ou apprenons à nager.

La tour infernale

Un flic se prend un pavé dans la tête depuis une tour HLM. Les médias en font leur une, un portait robot circule, et le bon citoyen en est tout ému. On parle moins des récentes « bavures » policières, de récentes morts suspectes en prison et autres joyeusetés qui émaillent le quotidien de la population.

Le téléphone sonne toujours deux fois

Une action coup-de-poing symbolique contre une agence de l'entreprise Orange a eu lieu à Grenoble ces derniers jours. Cette action visait à dénoncer les pratiques de cette firme qui fait travailler les prisonniers contre des salaires de misère et participe, aux côtés de l'administration pénitentiaire, au chantage concernant les remises de peine.

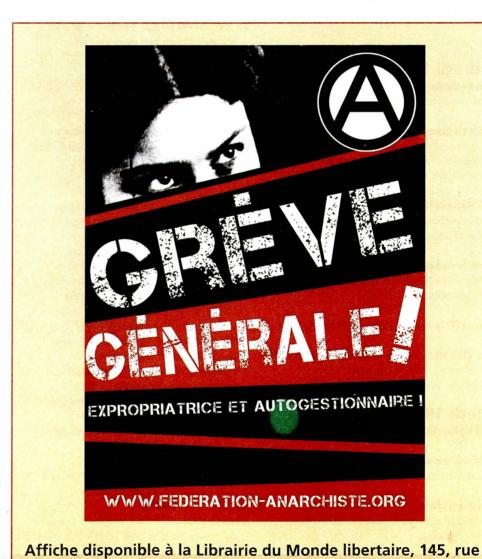


C'EST AVEC TRISTESSE que le Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme) vous annonce le décès de Stéphane Rigo, le 21 février 2011. Il est né le 22 septembre 1959 à Saint-Étienne. Il était adhérent du Cira depuis 2004, membre du conseil d'administration de 2006 à 2011, président en 2009 et 2010

Il était aussi bibliothécaire au Lampea (Laboratoire méditerranéen de préhistoire Europe-Afrique), labo du CNRS.

Tout notre soutien va à sa compagne Marie-Danielle Etchamendy.

Le Cira de Marseille



Amelot, 75011 Paris.

Bibo



Jeudi 17 mars

Chronique hebdo (8 heures) Jean-Jacques Rondeau est invité pour réfléchir comment et pourquoi la Commune décide que « tout combattant pour la liberté portera le nom de fédéré ».

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Pour une Europe sans armées: Nato game over!

Entre chiens et loups (20 h 30) L'émission pose un regard particulier sur le milieu spécifique des musiques actuelles et propose d'explorer non seulement l'univers des artistes, mais les confronte également aux difficultés et contraintes imposées par un tel milieu et insiste tout particulièrement sur les multiples casquettes de l'artiste d'aujourd'hui.

Vendredi 18 mars

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines. Une image de l'Afrique contemporaine au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures)
Travailleurs sociaux et professionnels du
monde social.

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale...

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 19 mars

Réveil hip hop (23 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Comme son nom ne l'indique pas.

Chronique syndicale (11 h 30) Le syndicalisme, la politique et la grève, avec S. Sirot, (Arbre bleu éditions).

Chroniques rebelles (13 h 30) L'Insomniaque éditeur: Éloge des jardins anarchiques de Bruno Montpied. Accompagné du film de Rémy Ricordeau, *Bricoleurs de paradis*.

Bulles noires (17 heures) BD et polar. Invité: Pascal Thomazeau, pour *Consulting*, (éditions Au-delà du raisonnable).

Tribuna latinamericana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Dimanche 20 mars

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des libres penseurs.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Des mots, une voix (15 h 30) L'émission recevra Samir Abdallah, co-auteur du film Gaza-strophe.

Lundi 21 mars

Les Enfants de Cayenne (9 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

La santé dans tous ses états (18 heures) Nous accueillerons le docteur Alain Braillon, spécialiste de réputation mondiale de la santé publique, de la prévention du tabagisme et de l'alcoolisme en milieu défavorisé. Il a été renvoyé en décembre 2009 de l'hôpital d'Amiens pour des raisons en apparence économiques, mais surtout politiques. Il nous exposera son combat contre l'ostracisme administratif dont il fait l'objet.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarchosyndicalisme.

Mardi 22 mars

Artracaille (11 heures) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

Wreck this mess (12 h 30) Ambiances erratiques: electronic-dub vs hypnotic-groove vs ambient-industrial vs breakbeat-n-noise vs minimal-techno vs électronica-expérimental.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures)

Antividéosurveillance. Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Pas de quartiers... (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit Anne et Sigrid, féministes militantes et très critiques à l'égard de papa Freud. Toutes et tous à vos transistors de plage!

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

For a Few Sixties More (00 h 30) Duel explosif de musique jamaïcaine des années soixante. Bakounine goes Studio One...

Mercredi 23 mars

La bibliothèque anarchiste (8 heures) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) Albert Collins, génie de la Telecaster.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mallogés et la précarité.

Wesh t'as vu? (17 heures) Micro-trottoir.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Pierre Botton, ex-détenu «VIP» de la prison de La Santé, revient pour nous parler de son projet les «Prisons du cœur».



Jeudi 17 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontredébat sur l'espéranto à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. L'espéranto, qu'est-ce que c'est? Guy Cavalier de Sat-Amikaro viendra nous entretenir de cette langue a-nationale. Table de presse. Apéro d'inatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 1709 Mail: kropotkine02@no-log.org

Ivry (94)

20 heures. Retour sur la défaite du mouvement social pour la défense des retraites, quels enseignements pouvons-nous tirer en positif et en négatif de ce mouvement? Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, face au vieux moulin. M° Pierre-et-Marie-Curie. Ouverture des portes dès 19 heures. Entrée libre. Organisé par le groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste fa-ivry.forlogaj.net

Samedi 19 mars

Montceau-les-Mines (71)

Journée des luttes sociales de Montceau-les-Mines. 16 heures : Philippe Pelletier: écologie et mouvement social. 17 h 30 : Yves Meunier, auteur de La Peau des statues. 20 h 30 : concert avec le collectif Mary Read et La fibre, hiphop. Entrée libre, buvette. Salle du Magny. Renseignements : interci7 1@cntf.org et vache.noire@no-log.org

Paris XI^e

16 h 30. Larry Portis pour son dernier ouvrage: Qu'est-ce que le fascisme ? Éditions Alternative libertaire. Son lien nécessaire et systématique avec le capitalisme. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Paris XIe

16 heures. Une après-midi avec le poète Gaston Couté. Projection de Bernard ni Dieu ni chaussettes, suivi d'un débat avec le réalisateur, Pascal Boucher. 18 heures. Concert avec le groupe Le Petit Crème.

Maison des métallos, 94, rue Jean-Pierre Timbaud. M° Couronnes. Entrée pour le tout: 5 euros.

Lundi 21 mars

Nîmes (30)

20 heures. Invité par le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste, Jean-Jacques Gandini, avocat, abordera le sujet du devoir de désobéissance au Centre Pablo-Néruda, salle 3. Entrée libre et table de presse.

Mardi 22 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: La culture de la paix. Troisième rencontre-débat: La culture de la paix par l'éducation, le développement, les droits humains. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. M° ligne 13, Portede-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 23 mars

Perpignan (66)

19 heures. Dans le cadre de la Semaine de l'environnement, organisée à l'université de Perpignan par l'Association énergie citoyenne et le Réseau Grappe (Groupement des associations porteuses de projets en environnement), Philippe Pelletier animera une conférence-débat intitulée « Développement durable + Décroissance = 0 ?! ». Université de Perpignan, amphi Y, accès libre.

Paris XVIII

20 heures. Franck Lepage et la Scop Le Pavé au Grand Parquet. Inculture(s) 4: «Faim de pétrole, ou vive la grande déplétion». Quand le pétrole manquera, notre pouvoir d'achat, inexorablement, diminuera. Démonstration. Le Grand Parquet, 20 bis, rue du Département. M° La Chapelle ou Marx-Dormoy. De 3 euros (Rmistes) à 13 euros.

Jeudi 24 mars

Alès (30)

20 heures. Invité par le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste, Philippe Pelletier, auteur d'Idées reçues sur l'anarchisme (Éditions Cavalier bleu), animera une rencontre publique au 23, rue du Faubourg d'Auvergne. Entrée libre et table de presse.

Clermont-Ferrand (63)

19h30. Utopies américaines, expériences libertaires du XIX® siècle à nos jours. Conférence-débat organisée par la CNT-AIT63 avec Ronald Creagh, sociologue, historien et spécialiste de la civilisation américaine, auteur du livre Utopies américaines.
Amphithéâtre 3, faculté Gergovia, 29, bd Gergovia. Contacts: cntait63@gmail.com ou abelpaz.fa@laposte.net

Vendredi 25 mars

Nîmes (30)

20 heures. Invité par le groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste, Philippe Pelletier, auteur d'Idées reçues sur l'anarchisme (Éditions Cavalier bleu), animera une rencontre publique au Centre Pablo Néruda, salle 3. Entrée libre et table de presse.

Samedi 26 mars

Paris XI^e

16 h 30. Normand Baillargeon pour son livre Là-haut il n'y a rien.
Anthologie de l'incroyance et de la libre-pensée. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 27 mars

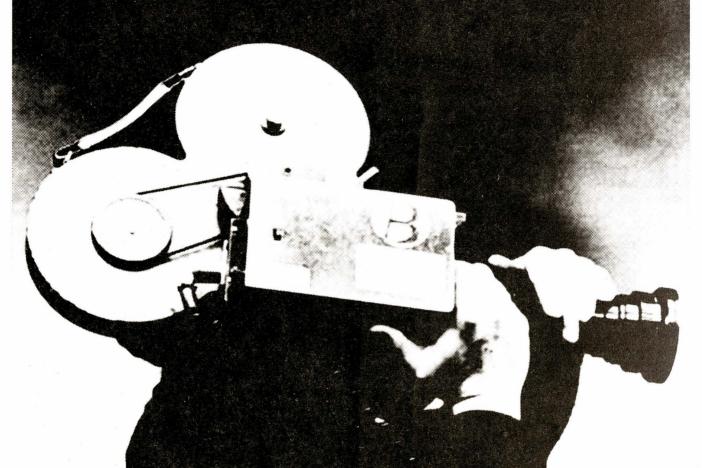
Merlieux (02)

De 10 heures à 22 h 30. Festival de cinéma social et politique, Bobines rebelles (voir quatrième de couverture). Renseignements:

Dominique (groupe Kropotkine 02) tél. 03 23 80 17 09.

er festival du documentaire politique et social dans l'Aisne

Organisé par la Bibliothèque Sociale de Merlieux en partenariat avec le cinéma communal L'Ermitage de Saint-Gobain



Cinéma L'Ermitage SAINT-GOBAIN (02)

Dimanche 27 mars 2011 de 10h à 22h30

Projections, tables de presse, buvette, repas des partageux le midi (chacun-e apporte ce qu'il veut partager)

ENTREE PRIX LIBRE

Contact: 03 23 80 17 09 www.bobinesrebelles.org

http://kropotkine.cybertaria.org